

COI Focus

CAMEROUN

Crise anglophone : situation sécuritaire

19 novembre 2021 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles	3
Introduction	5
1. Bref historique	7
2. Etat actuel du conflit	8
2.1. Développements politiques	8
2.2. Situation sécuritaire	10
3. Parties combattantes	11
4. Typologie de la violence	13
4.1. Nombre d'incidents	13
4.2. Nature des incidents	14
4.2.1. Affrontements entre groupes séparatistes et forces gouvernementales	14
4.2.2. Affrontements entre groupes séparatistes	14
4.2.3. Affrontements impliquant les Mbororos	14
4.2.4. Violations des droits de l'homme par les séparatistes armés	15
4.2.5. Violations des droits de l'homme par les forces camerounaises	16
5. Cibles de la violence	18
5.1. Données	18
5.2. Civils	18
5.2.1. Enseignants et élèves	19
5.2.2. Travailleurs humanitaires et personnel de santé	19
5.2.3. Chefs traditionnels	20
5.2.4. Journalistes	20
5.3. Forces de défense et de sécurité	21
5.4. Séparatistes	21
5.5. Mbororos	21
6. Répartition géographique	22
6.1. Dans les régions anglophones	22
6.2. En dehors des régions anglophones	23
7. Déplacements de population	24
7.1. Déplacés dans les régions anglophones	24
7.2. Déplacés dans les régions francophones	25
7.2.1. Situation sécuritaire	25
7.2.2. Situation humanitaire	27
7.2.3. Retour des déplacés	29
7.3. Visualisation sur carte	30
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	30
8.1. Éducation	30
8.2. Santé	32
8.3. Sécurité alimentaire	32
8.4. Situation économique	32
8.5. Liberté de mouvement	33
8.5.1. Axes routiers	33
8.5.2. Lockdowns	34
8.5.3. Trafic aérien	35
Résumé	36
Bibliographie	38

Liste des sigles

AA	Agence Anadolu
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ADF	Ambazonia Defence Forces
AI	Amnesty International
BIR	Bataillon d'intervention rapide
CHRDA	Centre for Human Rights and Democracy in Africa
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CNI	Carte nationale d'identité
CRTV	Cameroon radio and television
DRC	Danish Refugee Council
EEI	Engin explosif improvisé
GCE	General Certificate of Education
GlobalR2P	Global Centre for the Responsibility to Protect
HRW	Human Rights Watch
HSR-Cmr	Human is Right Cameroon
ICG	International Crisis Group
IG	Interim Government
IPOB	Peuple autochtone du Biafra
MDHC	Maison des droits de l'Homme du Cameroun
MSF	Médecins sans frontières
NDH	Nouveaux Droits de l'Homme
NOSO	Nord-Ouest et Sud-Ouest
NSAG	Non-state armed group
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OHCHR	Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
RFI	Radio France internationale
RSF	Reporters sans frontières
SDN	Société des Nations
SDSF	State Defense and Security Forces
SOCADEF	Southern Cameroons Defence Forces
TNH	The New Humanitarian

VBG Violence basée sur le genre
VOA Voice of America

Introduction

Ce rapport dresse un état des lieux de la situation sécuritaire dans les régions anglophones du Cameroun. Il porte en particulier sur la période allant d'octobre 2020 à octobre 2021. Ce document met à jour le COI Focus intitulé *Situation sécuritaire liée au conflit anglophone*, daté du 16 octobre 2020. La recherche a été clôturée le 17 novembre 2021.

L'analyse se compose de huit parties. La première partie revient sur le contexte général ayant vu émerger le conflit anglophone. La deuxième partie s'intéresse à l'évolution politique et sécuritaire de la situation depuis octobre 2020. La troisième partie rappelle les acteurs principaux du conflit. La nature des violences qui frappent les deux régions anglophones est étudiée dans la quatrième partie. Dans la cinquième partie, les cibles de la violence sont décrites. La sixième partie présente la répartition géographique des violences. La septième partie s'intéresse aux déplacements de population provoqués par le conflit et examine la situation des déplacés internes. Enfin, la huitième partie fait le point sur l'impact de la violence sur la vie quotidienne.

Dans le cadre de cette recherche, le Cedoca s'est appuyé sur des sources publiques diverses, notamment sur des rapports de différents organes onusiens et d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales telles que l'International Crisis Group (ICG), Human Rights Watch (HRW), Amnesty International (AI) et le Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA). Le Cedoca a également consulté la presse internationale et locale ainsi que l'agence de presse indépendante The New Humanitarian (TNH).

Le Cedoca s'est par ailleurs informé auprès de personnes de contact. Human is Right Cameroon (HSR-Cmr), la Maison des droits de l'Homme du Cameroun (MDHC) et Nouveaux Droits de l'Homme (NDH) sont des ONG de défense des droits de l'homme dont les sièges se trouvent respectivement à Buea, à Douala et à Yaoundé. Michel Togué est avocat et défenseur des droits de l'homme. Un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme a souhaité conserver l'anonymat pour des raisons liées à sa sécurité.

La quantité d'incidents violents survenus au cours de la période couverte par ce document et leur couverture inégale ne permettent pas au Cedoca d'en livrer un inventaire exhaustif.

Le présent rapport utilise des données chiffrées en provenance de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales. Pour le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Cameroun, il s'agit notamment des sources suivantes : Mimi Mefo, Cameroon Online, Journal du Cameroun, Cameroon News Agency.

La base de données de l'ACLED est accessible publiquement sur le site web de l'organisation. Elle est constamment mise à jour et complétée dès que de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non) sont disponibles¹. Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend les chiffres présentés par l'ACLED à la date du 18 octobre 2021. L'inventaire de l'ACLED répertorie le type de violence, les acteurs impliqués, une description des incidents, le lieu des incidents et le nombre de morts². L'ACLED précise que les données collectées reflètent dans une certaine mesure les priorités des médias et des organisations, et qu'en conséquence une sous-estimation de la violence ne peut être exclue³.

¹ ACLED, *Coding review Process*, 10/04/2019, [url](#)

² ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

³ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Guide for Media Users*, 10/04/2019, [url](#)

Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie utilisée pour l'enregistrement et la vérification permanente des données⁴. Compte tenu de cette méthodologie, de l'encodage et de l'importation de données, les chiffres fournis par l'ACLED doivent être considérés comme une estimation et comme un indicateur des tendances observées durant une période donnée en matière de violences.

Les conditions de sécurité au Cameroun font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

⁴ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

1. Bref historique

Ce que l'on appelle aujourd'hui la « crise anglophone » plonge ses racines dans l'époque coloniale. Le territoire correspondant grosso modo au Cameroun actuel devient un protectorat allemand en 1884 sous le nom de Kamerun. Celui-ci est placé sous la tutelle de la Société des Nations (SDN) au moment de la défaite allemande à l'issue de la première guerre mondiale. En 1916, la SDN confie ainsi l'administration du Cameroun à la France et au Royaume-Uni⁵.

Chacun des territoires administrés est façonné selon la culture de la puissance coloniale avec comme conséquence des différences majeures de culture politique. Ainsi, dans la partie occidentale sous administration britannique, l'anglais est parlé. Le modèle britannique sert de référence en ce qui concerne la justice où s'applique la *Common Law*, et il en va de même pour le système éducatif, la monnaie et les normes réglementant la vie sociale. La pratique du gouvernement indirect (*indirect rule*) permet le maintien des chefferies traditionnelles⁶. Quant à la partie orientale francophone, elle est directement administrée par la France suivant le modèle assimilationniste. Le français est la langue officielle et les normes sociales, juridiques et politiques de la métropole structurent un projet centraliste qui caractérisera également celui des gouvernements d'après l'indépendance. De manière générale, la partie francophone est moins avancée sur le plan démocratique⁷.

La partie francophone obtient l'indépendance le 1^{er} janvier 1960 pour devenir la république du Cameroun. Dans la partie britannique, qui est constituée du Southern Cameroon et du Northern Cameroon, les Nations unies organisent un référendum le 11 février 1961. Celui-ci propose deux options : le rattachement au Nigeria ou la réunification avec la république du Cameroun, excluant donc la possibilité de l'indépendance. Le Northern Cameroon choisit de se rattacher au Nigeria, alors que le Southern Cameroon opte pour la réunification avec la république du Cameroun⁸.

Les zones anglophones et francophones du Cameroun sont donc unifiées en 1961, au sein de la république fédérale du Cameroun. Après la réunification, le président Amadou Ahidjo impose une constitution qui accorde de larges compétences à l'exécutif de l'Etat fédéral au détriment des deux Etats fédérés (le Cameroun occidental et le Cameroun oriental). Il s'applique également à contrôler le Cameroun occidental en usant de la répression et en exploitant les divisions entre anglophones⁹. Le président Ahidjo accentue progressivement la centralisation, allant jusqu'à supprimer le fédéralisme en 1972, lorsqu'à la suite d'un référendum le pays devient la république unie du Cameroun¹⁰.

Lorsque Paul Biya succède à Amadou Ahidjo en 1982, il renforce encore la tendance du centralisme. En 1983, il divise la région anglophone en deux : le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. L'année suivante, il modifie l'appellation officielle du pays qui devient la république du Cameroun, reprenant ainsi le nom de l'ancienne partie francophone, et il supprime la deuxième étoile sur le drapeau, qui représentait la partie anglophone¹¹.

Ces développements historiques complexes ont conduit à la crise en cours.

Les tensions actuelles sont nées en novembre 2016 lorsque des avocats, des étudiants et des enseignants anglophones ont commencé à protester contre leur sous-représentation et leur marginalisation culturelle par le gouvernement dominé par les francophones¹². Les meneurs de la

⁵ GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#) ; ACCOR, 21/07/2017, [url](#)

⁶ ICG, 02/08/2017, [url](#)

⁷ ICG, 02/08/2017, [url](#)

⁸ ICG, 25/05/2010, [url](#) ; GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

⁹ ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁰ Le Monde (Kouagheu J.), 03/01/2017, [url](#)

¹¹ ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹² VOA, 02/10/2018, [url](#) ; TNH, 08/07/2020, [url](#)

contestation revendiquent alors en majorité le retour à un Etat fédéral et, pour une minorité, l'indépendance et la proclamation d'un nouvel Etat, l'Ambazonie. Aussitôt, Yaoundé a répondu à ces revendications par la violence¹³.

En janvier 2017, une dizaine de leaders anglophones sont arrêtés, inculpés pour faits de terrorisme¹⁴. Les figures de la contestation anglophone démarrent des opérations « villes mortes » et un boycott des écoles est imposé dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest¹⁵.

La proclamation symbolique et unilatérale par les forces séparatistes d'un Etat indépendant nommé Ambazonia le 1^{er} octobre 2017 a marqué un tournant dans la crise et a entraîné le déploiement immédiat de l'armée dans les régions anglophones. Des dizaines de personnes sont tuées en marge de cet événement¹⁶. Fin novembre 2017, en réponse à ces méthodes autoritaires, une partie du mouvement contestataire se radicalise. La situation se durcit et évolue vers un conflit armé¹⁷.

Depuis lors, la situation s'est considérablement aggravée. Depuis 2018, ont lieu des affrontements quasi quotidiens entre les groupes séparatistes armés et les forces gouvernementales. Des violations des droits de l'homme sont observées dans les deux camps dans les deux régions anglophones¹⁸.

2. Etat actuel du conflit

2.1. Développements politiques

Le 6 décembre 2020, le Cameroun organisait ses toutes premières élections régionales, qualifiées d'imposture par l'opposition qui les a boycottées. Les séparatistes ont perturbé la tenue du scrutin dans les régions anglophones en annonçant l'arrestation de toute personne qui se rendrait aux urnes et en menant quelques actions¹⁹. Avant le scrutin, entre le 4 et le 6 décembre, les séparatistes ont imposé trois journées de « villes mortes » (*ghost town*) dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest où les activités étaient prohibées et chacun forcé à rester chez soi²⁰.

Sur le plan humanitaire, en décembre 2020, les autorités ont suspendu les activités de Médecins sans frontières (MSF) dans la région du Nord-Ouest, accusant l'organisation d'être trop proche des groupes séparatistes²¹. Les combattants séparatistes ont également restreint la possibilité des agences humanitaires d'atteindre les zones sous leur contrôle, notamment en leur refusant l'usage de certaines routes²².

En avril 2021, HRW éclaire de la façon suivante les raisons sous-tendant les restrictions d'accès aux régions anglophones imposées par le gouvernement :

« Surtout, le gouvernement craint toute observation et évaluation extérieure de ce qui se passe en zone anglophone. Les ONG humanitaires et de défense des droits humains pourraient être témoins des violences perpétrées par les séparatistes, mais aussi par les forces de sécurité, ainsi que du

¹³ ICG, 19/10/2017, [url](#) ; Le Vif, 19/02/2018, [url](#)

¹⁴ Le Vif, 19/02/2018, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 18/01/2017, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁵ IFRI (Petrigh C.), 10/2019, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 18/01/2017, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁶ France 24, 04/10/2017, [url](#) ; GlobalR2P, 15/07/2020, [url](#)

¹⁷ VOA Afrique, 02/10/2018, [url](#) ; IFRI (Petrigh C.), 10/2019, [url](#) ; Foreign Policy, 13/05/2019, [url](#) ; OHCHR, 25/07/2018, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, [url](#)

¹⁸ HRW, 27/07/2020, [url](#)

¹⁹ Le Monde, 07/12/2020, [url](#) ; Al Jazeera, 06/12/2020, [url](#) ; VOA, 06/12/2020, [url](#)

²⁰ ICG, 01/2021, [url](#)

²¹ MSF, 22/06/2021, [url](#)

²² HRW, 02/08/2021, [url](#)

fait que la situation n'est pas sous contrôle. Le gouvernement n'a pas intérêt à laisser voir tout cela »²³.

En outre, en août 2021, HRW a dénoncé « une tentative manifeste de limiter les informations faisant état de violations des droits humains par les forces de sécurité et d'empêcher une surveillance internationale de la crise anglophone, le gouvernement [ayant] refusé aux journalistes et aux organisations internationales de défense des droits humains, dont Human Rights Watch, l'accès aux régions anglophones »²⁴.

Sur le terrain, une alliance est annoncée en avril 2021 entre Cho Ayaba, le leader de l'Ambazonia Governing Council et Nnamdi Kanu, dirigeant le Peuple indigène du Biafra (IPOB), un groupe sécessionniste défendant l'indépendance du Biafra par rapport au Nigeria²⁵. Cette alliance stratégique et militaire vise la mise en commun de moyens tels que les bases d'entraînement, les armes, les renseignements, le personnel voire même les opérations²⁶. Toutefois, selon le journaliste Franck Foute et Arrey Elvis, analyste de l'ICG spécialisé sur le Cameroun, la concrétisation de cette collaboration sur le terrain n'est pas claire, notamment en raison de l'arrestation et la mise en détention de Nnamdi Kanu, poursuivi pour trahison et terrorisme²⁷.

S'agissant des négociations en vue d'un accord entre le gouvernement et les séparatistes, TNH considère en juin 2021 qu'elles sont au point mort : les initiatives internationales menées officiellement n'ont pas abouti en raison de profondes divisions au sein de la mouvance séparatiste et du refus des autorités camerounaises de faire intervenir des médiateurs extérieurs²⁸.

Néanmoins, le 1^{er} janvier 2021, le Congrès américain a adopté la résolution 684 relative à la crise anglophone, « calling on the government of Cameroon and armed separatist groups to end all violence, respect human rights and pursue an inclusive dialogue to help resolve the conflict in the Anglophone regions »²⁹.

En février 2021, le cardinal Pietro Parolin, secrétaire d'Etat du Vatican, s'est rendu au Cameroun et a annoncé que l'Eglise catholique était prête à faciliter un dialogue entre le gouvernement et les groupes séparatistes³⁰.

Le 7 octobre 2021, pour la première fois, quatre hommes ont été condamnés à la peine de mort par le tribunal militaire de Buea pour une attaque meurtrière qui avait eu lieu le 24 octobre 2020 dans une école de Kumba (Sud-Ouest)³¹. Différentes organisations de défense des droits de l'homme ont fait part de leur crainte que la peine de mort soit utilisée comme « the new punitive tool of the Cameroonian authorities to address this crisis »³². HRW considère que cette condamnation est intervenue à la suite d'un « simulacre de procès [...], avec un résultat prédéterminé » n'ayant « pas abouti à la justice ». Pour HRW, le procès a été marqué par des vices de procédure, dont le recours à un tribunal militaire pour juger des civils³³.

²³ Le Monde (Kouagheu J.), 01/04/2021, [url](#)

²⁴ HRW, 02/08/2021, [url](#)

²⁵ Foreign Policy, 20/05/2021, [url](#)

²⁶ BBC, 23/09/2021, [url](#) ; Foreign Policy, 20/05/2021, [url](#)

²⁷ Jeune Afrique (Foute F.), 01/10/2021, [url](#) ; BBC, 21/10/2021, [url](#)

²⁸ TNH, 01/06/2021, [url](#)

²⁹ GlobalR2P, 31/05/2021, [url](#) ; Cameroon Info, 02/01/2021, [url](#)

³⁰ GlobalR2P, 31/05/2021, [url](#)

³¹ TV5 Monde, 22/10/2020, [url](#)

³² OMCT, 07/10/2021, [url](#)

³³ HRW, 22/10/2021, [url](#)

2.2. Situation sécuritaire

Entre octobre 2020 et octobre 2021, le conflit s'est enlisé dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où des groupes séparatistes armés et les forces de défense et de sécurité ont continué à s'affronter dans un cycle de violences meurtrières³⁴.

Au début de l'année 2021, plusieurs observateurs dont l'ICG et l'ONG Global Centre for the Responsibility to Protect (GlobalR2P) se sont inquiétés de la détérioration de la situation sécuritaire dans les régions anglophones au vu de l'intensification des combats entre les forces gouvernementales et les groupes armés séparatistes, faisant de nombreuses victimes civiles³⁵.

En juin 2021, un nouveau pic de violence a été signalé dans les régions anglophones où les combattants séparatistes ont multiplié les attaques, causant la mort de dizaines de militaires³⁶.

Cette nouvelle escalade de violence est la conséquence d'un changement de mode opératoire observé depuis 2021 dans le chef des groupes séparatistes : la stratégie qui visait à rendre la zone anglophone ingouvernable, en causant le maximum de trouble à l'ordre public, a été abandonnée fin 2020 au profit d'une nouvelle tactique dite « de harcèlement » ciblant essentiellement les militaires, visant l'usure et l'épuisement des troupes sur le terrain³⁷. Ainsi, Radio France internationale (RFI) explique que « [p]lutôt que de frapper les centres urbains à la recherche du chaos, par exemple en visant les écoles, les miliciens ont gagné les maquis, d'où ils ciblent en priorité l'armée depuis le début de l'année »³⁸.

La mise en place de cette tactique est rendue possible par l'acquisition, par les groupes armés non étatiques, d'armes offrant une puissance de feu plus efficace et perfectionnée, dont des lance-roquettes antichar et des engins explosifs improvisés (EEI), permettant des attaques ajustées et plus meurtrières sur les convois militaires³⁹. Selon GlobalR2P, les séparatistes présumés ont mené au moins 27 attaques à l'EEI dans treize villes dans les cinq premiers mois de l'année 2021, soit plus que depuis le début de la crise⁴⁰. La période allant de mars à août 2021 est pointée par African Arguments comme étant la plus meurtrière pour l'armée camerounaise depuis le début de la crise en 2017⁴¹. En réponse à ces attaques, le président Paul Biya a annoncé qu'il souhaitait un changement de stratégie militaire dans la gestion de la crise anglophone⁴².

Un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme qui a souhaité garder l'anonymat pour des raisons de sécurité, avec lequel le Cedoca a pu s'entretenir par téléphone le 18 octobre 2021, a expliqué que ce changement tactique dans le chef des groupes armés a causé d'importantes pertes dans les rangs militaires tout en limitant le nombre de victimes civiles. Selon cette source, les populations civiles sont davantage touchées par les actions menées par les forces de défense et de sécurité lorsque ces dernières contre-attaquent dans les zones où elles ont subi des dommages et s'en prennent aux populations civiles qu'elles considèrent complices des groupes armés⁴³.

En juillet 2021, AI observe que toutes les parties engagées dans le conflit commettent des atteintes aux droits de l'homme et des exactions⁴⁴.

³⁴ Le Monde (Kouagheu J.), 01/04/2021, [url](#) ; African Arguments, 24/08/2021, [url](#) ; Jeune Afrique (Toulemonde M.), 01/02/2021, [url](#) ; HRW, 02/08/2021, [url](#) ; AI, 28/07/2021, [url](#) ; TNH, 01/06/2021, [url](#)

³⁵ ICG, 02/2021, [url](#), GlobalR2P, 31/05/2021, [url](#) ; ICG, 14/03/2021, [url](#) ; ICG, 02/04/2021, [url](#)

³⁶ ICG, 01/07/2021, [url](#)

³⁷ RFI, 23/09/2021, [url](#) ; African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

³⁸ RFI, 23/09/2021, [url](#) ;

³⁹ GlobalR2P, 31/05/2021, [url](#) ; African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

⁴⁰ GlobalR2P, 31/05/2021, [url](#)

⁴¹ African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

⁴² VOA, 23/09/2021, [url](#)

⁴³ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 18/10/2021

⁴⁴ AI, 28/07/2021, [url](#)

Dans un document publié le 1^{er} juin 2021, TNH considère que :

« What began in 2016 as a protest over the two anglophone regions' marginalisation by the majority French-speaking government has degenerated into increasingly anarchic and indiscriminate violence in which the civilian population is most at risk »⁴⁵.

Par ailleurs, dans le Nord-Ouest, le conflit a exacerbé les tensions existantes en matière de droits fonciers et de pâturage entre les Mbororos, des éleveurs peuls perçus comme pro-gouvernementaux et les agriculteurs locaux, considérés par les autorités camerounaises comme favorables aux sécessionnistes. Des combattants séparatistes ont attaqué des bergers mbororos et volé leur bétail. De leur côté, des milices peules ont attaqué des villages depuis février 2021, causant le décès de civils et la fuite de milliers de personnes⁴⁶.

D'après Africa Arguments, certains indicateurs permettent de penser que la trajectoire du conflit restera inchangée. L'armée continue à recruter massivement, limitant l'impact stratégique des pertes importantes enregistrées dans le courant de l'année 2021. Les combattants séparatistes sont quant à eux renforcés par leurs récents succès⁴⁷.

3. Parties combattantes

Le conflit en zone anglophone oppose d'une part les forces de défense et de sécurité camerounaises, notamment le Bataillon d'intervention rapide (BIR), et d'autre part des groupes armés séparatistes.

Les différentes sources consultées s'accordent pour dire que les séparatistes sont divisés⁴⁸. Selon TNH, il existe depuis 2018 deux coalitions rivales, appelées *Interim Governments (IGs)* qui se disputent le leadership, chacune reprochant à l'autre son illégitimité. La première est celle de Sisiku Julius Ayuk Tabe, qui s'était autoproclamé président de l'Ambazonie en octobre 2017 et qui a été condamné à la prison à perpétuité en août 2019. La seconde est menée depuis les Etats-Unis par Samuel Ikome Sako, un ancien pasteur⁴⁹. Les deux factions sont opposées quant à la manière d'entrevoir le processus de paix : Sisiku Ayuk Tabe est partisan de négociations directes avec le gouvernement, tandis que le mouvement de Samuel Ikome Sako n'envisage des pourparlers de paix que par le biais du « processus suisse », une initiative menée par une ONG suisse de médiation entre parties en conflit. Ces visions antagonistes ont généré des luttes intestines parmi les séparatistes⁵⁰.

En novembre 2020, le think tank WATHI rapporte que si, au départ, l'insurrection était menée par quelques milices armées dont la direction politique était majoritairement assurée par des militants séparatistes exilés en Europe et aux Etats-Unis, la situation s'est entre-temps complexifiée en raison de « la fragmentation et de l'autonomisation des milices séparatistes ». Les différents groupes armés n'ont cessé de se multiplier, notamment à la faveur des dissidences des premiers. Profondément divisés, les leaders de la diaspora ont perdu peu à peu l'autorité sur leurs troupes et les Amba boys⁵¹ ont gagné une certaine autonomie financière et décisionnelle sur le terrain :

« Le kidnapping, la contrebande de la drogue et des armes, les barrages routiers et l'impôt de guerre' indûment exigé aux populations des zones qu'ils contrôlent, ont généré d'importantes ressources financières qui réduisent la dépendance des milices à l'égard des financements de la

⁴⁵ TNH, 01/06/2021, [url](#)

⁴⁶ TNH, 01/06/2021, [url](#)

⁴⁷ African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

⁴⁸ AI, 28/07/2021, [url](#) ; TNH, 01/06/2021, [url](#) ; WATHI, 06/11/2020, [url](#)

⁴⁹ TNH, 01/06/2021, [url](#) ; TNH, 29/03/2021, [url](#)

⁵⁰ TNH, 29/03/2021, [url](#)

⁵¹ L'appellation « Amba boys » ou « boys » désigne les combattants favorables à l'indépendance de l'Ambazonie

diaspora. Cette lucrative économie de guerre expliquerait en partie la prolifération des bandes armées, qui essaient dans presque tous les arrondissements des deux régions pour en tirer le plus grand profit. Les nouvelles factions armées qui naissent n'ont souvent aucune motivation politique, même si elles revendiquent parfois, dans leur propagande, une certaine allégeance à Sisiku Ayuk Tabe, érigé en icône de la cause indépendantiste depuis sa condamnation à perpétuité par le tribunal militaire camerounais »⁵².

En mars 2021, HRW constatait également que sur le terrain, les séparatistes ont pour la plupart délaissé leurs revendications idéologiques et ont adopté, au sein d'une multitude de groupes armés, des pratiques relevant de la criminalité :

« Ces milices, ces petits groupes, se criminalisent de plus en plus et ils optent pour un système, disons d'autofinancement à travers les rackets et les enlèvements contre rançon. Mais il y a aussi des actes de torture, des meurtres, des destructions de biens et surtout des attaques à répétition contre les écoles parce que les séparatistes ont imposé un boycott des écoles dans les régions anglophones et ils ont mis en place des barrages routiers qui gênent la vie des populations et qui gênent aussi par exemple l'acheminement de l'aide humanitaire »⁵³.

Dans un document de juin 2021, TNH affirme que les groupes séparatistes anglophones compteraient entre 2.000 et 4.000 combattants. Les témoignages que TNH a recueilli auprès de combattants indiquent que ces derniers choisissent de rejoindre le groupe armé qui propose le meilleur équipement, a le meilleur camp de base ou encore celui qui est composé de personnes issues de leurs villages, et qu'ils n'hésitent pas à changer d'affiliation en fonction de la popularité des différents groupes⁵⁴.

Selon African Arguments, les groupes séparatistes agissent dans le Nord-Ouest « avec un certain degré de coopération, mais pas tout à fait en harmonie », ce qui rend leurs actions plus efficaces. La même source considère que dans le Sud-Ouest, en revanche, « les combats entre factions séparatistes restent fréquents »⁵⁵.

Au mois de mai 2021, les séparatistes ont passé un accord avec le groupe nigérian IPOB en vue d'une alliance stratégique et militaire. Cette dernière est vouée entre autres à assurer « un échange ouvert d'armes, de renseignements et de personnel »⁵⁶. Les sources consultées ne sont pas claires sur l'effectivité de cette alliance.

L'année 2021 a vu une réorganisation stratégique dans le chef des groupes armés, lesquels ont privilégié la tactique de l'usure, visant très spécifiquement les militaires⁵⁷. Ainsi, selon Jeune Afrique :

« Au fil des mois, les séparatistes ont changé leur mode opératoire et sont parvenus à augmenter leur capacité de nuisance. Désavantagés numériquement et matériellement à leurs débuts, les combattants issus des villages de ces régions montagneuses ont renoncé aux offensives frontales, qui tournaient rarement à leur avantage, pour multiplier les attaques éclair, les embuscades et les raids »⁵⁸.

Un armement plus perfectionné a rendu cette nouvelle stratégie possible. Les milices ont acquis des tenues de combat et des armes d'artillerie légère souvent récupérées sur l'ennemi, ce qui rend parfois les combattants séparatistes difficilement reconnaissables des soldats camerounais. Les Amba boys disposent également d'armement lourd, tels que des lance-roquettes antichar et des EEI, ce qui

⁵² WATHI, 06/11/2020, [url](#)

⁵³ Koaci, 15/03/2021, [url](#)

⁵⁴ TNH, 01/06/2021, [url](#)

⁵⁵ African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

⁵⁶ BBC, 23/09/2021, [url](#) ; Foreign Policy, 20/05/2021, [url](#)

⁵⁷ RFI, 23/09/2021, [url](#)

⁵⁸ Jeune Afrique (Foute F.), 01/10/2021, [url](#)

explique leur montée en puissance⁵⁹. Ces soutiens logistiques sont parfois récupérés suite à des attaques et des embuscades, offerts par des fonctionnaires locaux et des militaires corrompus ou sympathisants, fournis par des pays où vit une importante diaspora anglophone, voire encore obtenus au Nigeria voisin ou via le delta du Niger, connu pour être un important hub pour le trafic d'armes dans la sous-région⁶⁰.

Face à cette nouvelle organisation et aux revers enregistrés dans le chef des troupes gouvernementales, l'armée camerounaise a renforcé sa présence numérique dans les régions anglophones et a annoncé qu'elle ajusterait son mode opératoire, sans davantage de détails⁶¹.

4. Typologie de la violence

4.1. Nombre d'incidents

Pour l'année 2020, l'ACLED a comptabilisé 673 incidents dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Parmi ceux-ci, 268 événements sont qualifiés de *battle*, 389 sont des cas de *violence against civilians* et 16 cas d'*explosions/remote violence*. Pour l'année 2021 (jusqu'au 18 octobre), l'ACLED a recensé 506 incidents dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest. Sur ce nombre, l'ACLED classe 249 incidents comme *battles*, 219 incidents comme *violence against civilians* et 38 incidents comme *explosions/remote violence*⁶². Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, classés dans les catégories *riots*, *protests* en *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. La liste complète des catégories et sous-catégories des incidents, ainsi que leur définition, peut être trouvée dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED⁶³.

Le graphique repris ci-dessous illustre les incidents sécuritaires comptabilisés par l'ACLED au cours de la période examinée par ce rapport. Ainsi, entre le 1^{er} octobre 2020 et le 30 septembre 2021, l'ACLED a dénombré 711 incidents, dont 318 appartiennent à la catégorie *battles*, 348 sont des cas de *violence against civilians* et 45, des cas de *explosions/remote violence*⁶⁴.



Incidents répertoriés dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest entre le 1^{er} octobre 2020 et le 30 septembre 2021
Graphique réalisé à partir des données de l'ACLED⁶⁵

⁵⁹ VOA, 23/09/2021, [url](#) ; BBC, 23/09/2021, [url](#) ; Jeune Afrique (Foute F.), 01/10/2021, [url](#) ; VOA, 15/07/2021, [url](#)

⁶⁰ BBC, 23/09/2021, [url](#) ; Jeune Afrique (Foute F.), 01/10/2021, [url](#) ; African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

⁶¹ Jeune Afrique (Foute F.), 01/10/2021, [url](#) ; VOA, 23/09/2021, [url](#)

⁶² ACLED, *Dashboard*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/10/2021, [url](#)

⁶³ CGVS/CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

⁶⁴ ACLED, *Dashboard*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/10/2021, [url](#)

⁶⁵ ACLED, s.d., [url](#)

4.2. Nature des incidents

4.2.1. Affrontements entre groupes séparatistes et forces gouvernementales

Les différents groupes armés et les forces gouvernementales continuent de s'affronter. Depuis le début de l'année 2021, grâce au renforcement de leur puissance de combat (voir point 3), les groupes armés ont intensifié leurs attaques contre les troupes gouvernementales, notamment en ciblant des convois militaires⁶⁶. Cette nouvelle stratégie peut être illustrée par l'attaque du 16 septembre 2021, une des plus meurtrières commises dans la région : des combattants séparatistes ont attaqué des troupes gouvernementales en faisant usage d'EEI et d'un lance-roquettes antichar dans le département du Ngok-Etundja (Nord-Ouest), tuant une quinzaine de soldats et causant la perte de plusieurs véhicules. Quelques jours plus tôt, des militaires ont été tués par l'explosion d'un EEI dans le département du Bui (Nord-Ouest). Ces deux attaques ont fait plusieurs victimes civiles et plus de quinze victimes militaires, soit le bilan le plus lourd essuyé par l'armée depuis le début du conflit⁶⁷.

Par ailleurs, en mai 2021 a débuté l'« opération Clean Kumbo » au cours de laquelle quelque 300 effectifs militaires ont manœuvré pendant 32 jours pour « nettoyer » les départements de Bui et de Donga Mantung (Nord-Ouest) des éléments séparatistes. Trois chefs séparatistes et plusieurs combattants ont été tués⁶⁸.

4.2.2. Affrontements entre groupes séparatistes

Selon African Arguments, les groupes armés, sans être en totale harmonie, coopèrent davantage dans la région du Nord-Ouest que dans le Sud-Ouest. Dans le Sud-Ouest, les combats entre factions séparatistes opposées sont fréquentes⁶⁹. Les profits engrangés par les enlèvements, la mainmise sur le trafic de carburant frelaté ou sur certaines localités économiquement rentables expliquent probablement les rivalités entre les différentes factions armées⁷⁰. Fin juin 2021, par exemple, les Lions des montagnes de Fako ont tué le Général Opopo, un commandant du groupe rival Southern Cameroons Defence Forces (SOCADEF)⁷¹.

4.2.3. Affrontements impliquant les Mbororos

Plusieurs cas de violents affrontements entre des membres de l'ethnie peule, les Mbororos, soupçonnés de collaborer avec le gouvernement, et certains groupes séparatistes ont été enregistrés dans le Nord-Ouest. D'une part, des groupes séparatistes armés ont mené des attaques contre des communautés peules, forçant des milliers de personnes à fuir et faisant quelque 200 morts depuis 2017. D'autre part, des comités d'autodéfense peuls, créés en réponse à ces attaques, ont collaboré aux opérations militaires du gouvernement contre les séparatistes anglophones, selon GlobalR2P⁷². Dans ce contexte, les communautés mbororos sont également responsables d'exactions. Ainsi par exemple, entre le 22 et le 26 février 2021, environ 4.200 personnes ont fui sept villages de Nwa, à la suite d'attaques menées par des comités de vigilance mbororos, causant la mort d'au moins huit personnes⁷³.

⁶⁶ OCHA, 01/09/2021, [url](#) ; Foreign Policy, 20/05/2021, [url](#) ; African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

⁶⁷ BBC, 23/09/2021, [url](#) ; Jeune Afrique (Foute F.), 01/10/2021, [url](#) ; RFI, 18/09/2021, [url](#) ; Al Jazeera, 20/09/2021, [url](#)

⁶⁸ ICG, 01/07/2021, [url](#) ; Cameroon Info, 17/06/2021, [url](#)

⁶⁹ African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

⁷⁰ Actu Cameroun, 01/03/2021, [url](#) ; WATHI, 06/11/2020, [url](#)

⁷¹ African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

⁷² GlobalR2P, 31/05/2021, [url](#)

⁷³ AI, 28/07/2021, [url](#)

4.2.4. Violations des droits de l'homme par les séparatistes armés

Au cours de la période concernée par ce document, les séparatistes armés ont continué à perpétrer des atteintes graves aux droits de l'homme, parmi lesquelles des attaques contre des écoles, des homicides, des kidnappings, des extorsions et des destructions de biens prenant pour cible les personnes principalement perçues comme sympathisantes du gouvernement⁷⁴.

Enlèvements

Selon HRW, « [d]epuis 2017, les séparatistes armés ont enlevé des centaines de personnes, dont des élèves, des membres du clergé, des dirigeants politiques et des travailleurs humanitaires »⁷⁵. Les séparatistes recourent à cette pratique pour financer leurs activités.

Parmi les événements de ce type, onze enseignants ont été kidnappés le 3 novembre 2020 par des hommes lourdement armés à l'école primaire presbytérienne de Kumbo (Nord-Ouest) et libérés deux jours plus tard⁷⁶. Le 27 février 2021, un médecin du Nord-Ouest a été enlevé par des combattants qui lui ont reproché de « ne pas avoir contribué à la cause » ; l'homme a été libéré après le paiement d'une rançon⁷⁷. Neuf civils ont été libérés en avril 2021 après deux mois de captivité par des séparatistes présumés ; certains otages ont été torturés, leurs oreilles et leurs doigts ayant été coupés⁷⁸. De même, les séparatistes ont enlevé six fonctionnaires le 15 juin 2021 ; l'un d'eux a été tué quelques jours plus tard⁷⁹.

Homicides illégaux

Les observateurs dénoncent les attaques et homicides, commis par des groupes présumés séparatistes, de civils perçus comme collaborant ou sympathisant avec les autorités. Les séparatistes sont accusés d'avoir attaqué et tué des élèves et des membres du corps enseignant qui ont bravé le boycott des écoles. Des chefs traditionnels soupçonnés d'accorder leur soutien au gouvernement ont également été victimes d'attaques, de traitements inhumains et dégradants et d'assassinats⁸⁰.

Parmi les cas rapportés, des combattants séparatistes ont tué un garçon de douze ans dans le Sud-Ouest le 6 juin 2021⁸¹ ; un professeur du lycée gouvernemental bilingue de Kumba (Sud-Ouest) a été tué devant sa famille le 1^{er} juillet 2021 par des séparatistes présumés à cause de son travail d'enseignant⁸².

Attaques par engins explosifs

Depuis le début de l'année 2021, les groupes armés ont multiplié les embuscades et attaques par engins explosifs visant les forces camerounaises (voir point 2.2). Elles ont fait de nombreux morts et blessés et détruit des installations et des véhicules militaires. Des civils ont également été tués dans ces attaques⁸³.

C'est également ce qu'a affirmé l'ONG Human is Right Cameroon (HSR-Cmr) dans un courrier électronique envoyé au Cedoca le 15 octobre 2021 : « Worthy of note is the fact that the explosives

⁷⁴ HRW, 02/08/2021, [url](#) ; AI, 06/04/2021, [url](#)

⁷⁵ HRW, 12/03/2021, [url](#)

⁷⁶ RFI, 03/11/2020, [url](#) ; RFI, 05/11/2020, [url](#)

⁷⁷ HRW, 12/03/2021, [url](#)

⁷⁸ VOA, 19/04/2021, [url](#)

⁷⁹ ICG, 01/07/2021, [url](#)

⁸⁰ HRW, 02/08/2021, [url](#) ; AI, 06/04/2021, [url](#)

⁸¹ HRW, 02/08/2021, [url](#)

⁸² HRW, 02/08/2021, [url](#)

⁸³ HRW, 02/08/2021, [url](#)

used by Non State Armed Groups – NSAGs are targeted towards military convoys; this has however caused some casualties amongst civilian populations »⁸⁴.

Parmi les attaques ayant causé d'importantes pertes à l'armée, la première semaine de mai 2021, les autorités camerounaises ont déclaré que pas moins de vingt-quatre soldats et civils ont été tués par des EEI⁸⁵.

Violences basées sur le genre

En juin 2021, TNH considère que des violences basées sur le genre (VBG) sont perpétrées par toutes les parties. L'organisation a dénombré près de 500 cas de VBG entre janvier et mars 2021⁸⁶. Selon AI, ces chiffres sont probablement en deçà de la réalité en raison de l'accès limité aux populations concernées⁸⁷.

4.2.5. Violations des droits de l'homme par les forces camerounaises

Selon HRW, les forces camerounaises ont régulièrement perpétré de graves violations des droits de l'homme au cours d'actions militaires visant les séparatistes. Elles ont « répondu à la menace posée par les groupes séparatistes en commettant des attaques contre des civils et des violations des droits humains »⁸⁸.

Raids sur des villages

D'après un rapport de HRW d'août 2021, des opérations militaires « abusives » sont menées dans des villages par les forces gouvernementales. Lors de ces dernières, des habitations et magasins sont détruits et pillés, des civils sont dépouillés, des viols de même que des mauvais traitements et des homicides illégaux sont commis⁸⁹.

À titre d'exemple, entre le 9 et le 11 janvier 2021, les forces armées ont lancé un raid dans le village de Bachua (Nord-Ouest), au cours duquel des dizaines de civils ont été arrêtés, soupçonnés de soutenir les séparatistes. Le 18 mai 2021, après que deux soldats ont été tués par l'explosion d'un EEI le 15 mai, des troupes gouvernementales ont incendié plus de cinquante habitations civiles près de Kumbo, faisant deux morts⁹⁰.

Exécutions extrajudiciaires

Des cas d'exécutions extrajudiciaires ont été rapportés au cours de la période couverte par ce rapport. Ainsi par exemple, le 10 janvier 2021, le village de Matau (Sud-Ouest) a subi une attaque des forces gouvernementales qui ont tué neuf civils, dans ce que des habitants ont décrit comme des « exécutions sommaires ». Des maisons ont également été pillées⁹¹. Les autorités ont affirmé qu'il s'agissait d'une riposte de l'armée après que des soldats ont été tués par des séparatistes présumés, mais les témoignages recueillis par HRW auprès des villageois indiquent qu'il n'y avait pas de séparatistes dans la région à ce moment et qu'aucun affrontement n'avait précédé l'attaque⁹². Par ailleurs, le 23 janvier 2021, quatre jeunes qui fumaient du cannabis dans un bâtiment en construction à Bamenda (Nord-Ouest) ont été exécutés par des militaires. Le 27 janvier 2021, à Bambui (Nord-Ouest), des soldats ont tué un homme que les militaires ont accusé, parce qu'il était herboriste, de fabriquer des grigris

⁸⁴ HSR-Cmr, courrier électronique, 15/10/2021

⁸⁵ ICG, 06/2021, [url](#)

⁸⁶ TNH, 01/06/2021, [url](#)

⁸⁷ AI, 06/04/2021, [url](#)

⁸⁸ HRW, 02/08/2021, [url](#)

⁸⁹ HRW, 02/08/2021, [url](#)

⁹⁰ ICG, 06/2021, [url](#)

⁹¹ ICG, 02/2021, [url](#)

⁹² HRW, 04/02/2021, [url](#) ; CHRDA, 03/2021, [url](#)

de protection odeshi pour les séparatistes. Son voisin a été tué avec lui⁹³. De même, le 5 juin 2021, les forces armées ont tué sept civils, apparemment soupçonnés d'être des séparatistes, dans la ville de Balikumbat (Nord-Ouest). Le 8 juin 2021, des militaires ont tué deux séparatistes et quatre civils à Bamenda, capitale du Nord-Ouest⁹⁴.

Arrestations arbitraires et détentions illégales

Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) signale dans un document d'avril 2021 que de nombreuses personnes ont perdu ou ne disposent pas de documents d'état civil, ce qui fait courir aux hommes et aux garçons en particulier un risque accru d'arrestation arbitraire par les forces de l'ordre⁹⁵.

Torture et disparitions forcées

Le CHRDA a documenté des cas de torture et de disparitions forcées commis par les forces de défense et de sécurité:

« Torture has long been endemic in Cameroon's law enforcement and military systems, especially against people suspected of having ties to or sympathy for armed separatist fighters [...]. In most cases, the methods used are severe beatings with machetes, the butt of a gun, and suffocation with water to near drowning »⁹⁶.

Violences basées sur le genre

En juin 2021, TNH considère que des VBG sont perpétrées par toutes les parties. L'organisation a dénombré près de 500 cas de VBG entre janvier et mars 2021⁹⁷. Selon AI, ces chiffres sont probablement sous-estimés en raison de l'accès limité aux populations concernées⁹⁸. HRW a dénoncé les VBG subies par certaines femmes pendant les opérations militaires. Les cas de viols ne sont pour la plupart pas dénoncés aux autorités, de peur d'éventuelles représailles. Des femmes sont également menacées de viol si leurs maris ne cèdent pas aux exigences des forces de sécurité, selon les témoignages recueillis par HRW⁹⁹.

Pillages et extorsions de biens

Les forces gouvernementales ont continué à menacer et extorquer de l'argent et des biens aux populations. Sans raison, des civils sont arrêtés, menacés de mort ou de détention et le contenu de leur téléphone est contrôlé. Des sommes d'argent sont exigées d'eux pour qu'ils puissent partir¹⁰⁰. Parmi les exemples rapportés, le 9 juin 2021, des soldats ont pillé et saccagé des habitations et des magasins dans le village de Ndzeen (Nord-Ouest). Les habitants ont fui dans la brousse en attendant le retour au calme¹⁰¹.

⁹³ CHRDA, 03/2021, [url](#)

⁹⁴ ICG, 01/07/2021, [url](#)

⁹⁵ OCHA, 07/04/2021, [url](#)

⁹⁶ CHRDA, 03/2021, [url](#)

⁹⁷ TNH, 01/06/2021, [url](#)

⁹⁸ AI, 06/04/2021, [url](#)

⁹⁹ HRW, 02/08/2021, [url](#)

¹⁰⁰ CHRDA, 03/2021, [url](#)

¹⁰¹ HRW, 02/08/2021, [url](#)

5. Cibles de la violence

5.1. Données

Selon l'ICG, au moins 4.000 personnes ont été tuées dans les régions anglophones depuis le début du conflit¹⁰².

Du 1^{er} octobre 2020 au 12 novembre 2021, l'ACLED a recensé 981 victimes dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest, décédées au cours de 741 incidents de type *battles, explosions/remote violence* en *violence against civilians*. Parmi les victimes enregistrées, l'ACLED dénombre 340 décès survenus au cours de 362 incidents de type *violence against civilians*¹⁰³.

Le nombre de morts recensés par l'ACLED dans la colonne *fatalities* comprend des civils aussi bien que des membres des forces de sécurité ou de milices armées. Les blessés ne sont pas recensés. L'ACLED recommande d'utiliser avec la plus grande prudence les chiffres concernant le nombre de morts fournis par lui ou par d'autres bases de données¹⁰⁴. L'ACLED n'est pas en mesure de vérifier les informations sur le nombre de morts. L'organisation relève que dans les informations sur les conflits, les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations se prêtent à des manipulations par des groupes armés et parfois par les médias, ce qui peut entraîner des exagérations ou des sous-estimations. L'ACLED précise que les chiffres doivent être considérés comme des chiffres « tels que rapportés » et que les chiffres dans sa base de données sont des estimations¹⁰⁵. Plus d'informations sur la manière dont l'ACLED procède pour recenser le nombre de morts peuvent être trouvées dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED¹⁰⁶.

5.2. Civils

Les civils continuent d'être pris dans des tirs croisés entre les forces de sécurité et les groupes armés¹⁰⁷. Selon HRW, la crise anglophone « a eu un impact dévastateur sur les civils, mais les responsables de graves exactions n'ont encore subi aucune conséquence »¹⁰⁸. La responsabilité des attaques contre les civils est tantôt imputée aux groupes séparatistes, tantôt aux forces gouvernementales. Les civils subissent des homicides illégaux, des enlèvements, des extorsions, le boycott des écoles, les *lockdowns*. Les femmes sont victimes de VBG¹⁰⁹.

Selon plusieurs sources, comme HRW et WATHI, la multiplication des groupes armés et des milices (voir point 3) va de pair avec la multiplication des exactions contre les civils¹¹⁰.

Pour l'expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme contacté par le Cedoca, en 2021, la situation ne s'est pas améliorée pour les civils par rapport à 2020. Les populations civiles sont de manière identique victimes de violations de droits de l'homme (voir points 4.2.4 et 4.2.5). Selon lui, de façon quantitative, les forces gouvernementales sont responsables de davantage de victimes civiles que les groupes armés. Il précise son propos en disant que les civils pris dans les actions des forces

¹⁰² ICG, s.d., [url](#)

¹⁰³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/10/2021, [url](#)

¹⁰⁴ ACLED, *Fatalities*, 10/04/2019, [url](#)

¹⁰⁵ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, p. 31, [url](#)

¹⁰⁶ CGVS/CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

¹⁰⁷ AI, 28/07/2021, [url](#) ; TNH, 29/03/2021, [url](#) ; Al Jazeera, 01/04/2021, [url](#)

¹⁰⁸ HRW, 02/08/2021, [url](#)

¹⁰⁹ AI, 28/07/2021, [url](#) ; TNH, 29/03/2021, [url](#) ; HRW, 02/08/2021, [url](#)

¹¹⁰ RFI, 14/03/2021, [url](#) ; WATHI, 06/11/2020, [url](#)

de défense et de sécurité sont plus nombreux que ceux atteints par les actions des groupes armés. Les populations civiles ne sont pas directement ciblées par les forces gouvernementales mais elles sont prises à partie dans les actions de représailles et les ratissages¹¹¹.

Le Cedoca s'est également adressé à l'ONG Human is Right Cameroon (HSR-Cmr) pour connaître de quelle façon la situation des civils avait évolué au cours de la période examinée. Dans un courrier électronique du 15 octobre 2021, HSR-Cmr a déclaré que « [t]he situation of civilians has not improved. There is a general fear of the unknown in all crisis affected hotspots »¹¹².

Parmi les civils, certaines catégories détaillées ci-après peuvent être identifiées comme particulièrement à risque.

5.2.1. Enseignants et élèves

Depuis 2017, les séparatistes ont imposé un boycott de l'éducation dans les régions anglophones afin de faire pression sur le pouvoir central pour que ce dernier soutienne leur appel à l'indépendance de la zone anglophone du pays¹¹³.

En novembre 2020, HRW a rapporté :

« Les combattants séparatistes ont attaqué des écoles, kidnappé des centaines d'élèves et agressé des élèves et des enseignants pour ne pas avoir respecté leurs consignes de fermeture des écoles. Ils se sont servi des écoles comme bases pour leurs opérations, et ont torturé et pris en otage des personnes à l'intérieur et à proximité de ces établissements. Les forces gouvernementales ont également été impliquées dans au moins un incendie criminel perpétré dans une école, et ont commis d'autres graves violations des droits humains, notamment contre des enfants »¹¹⁴.

D'après les données de l'OCHA en août 2021, après une légère accalmie, les attaques tant ciblées qu'indirectes contre l'éducation ont augmenté. Cinq incidents ont été signalés en juin 2021, ce qui porte à douze le nombre total d'incidents visant les infrastructures scolaires, les enseignants et les élèves entre janvier et juillet 2021¹¹⁵.

A titre d'exemple, le massacre par des hommes armés non identifiés d'au moins sept écoliers du Mother Francisca International College à Kumba (Sud-Ouest) le 24 octobre 2020 a fort marqué l'opinion publique¹¹⁶. En février 2021, une école du village de Kungi (Nord-Ouest) a été incendiée par des séparatistes présumés¹¹⁷. Le 16 juin 2021, dans le département de Bui (Sud-Ouest), des séparatistes présumés ont enlevé trois filles âgées de huit à quatorze ans au domicile d'un directeur d'école dans le village d'Elak-Oku. Le 29 juin 2021, des combattants armés ont tiré des coups de feu en l'air à proximité immédiate de trois écoles servant de centres pour les examens du General Certificate of Education (GCE) à Mamfe (Manyu, Sud-Ouest), créant la panique parmi les étudiants, lesquels ont détruit les copies d'examen¹¹⁸.

5.2.2. Travailleurs humanitaires et personnel de santé

Les sources consultées rapportent que les travailleurs humanitaires sont de plus en plus la cible directe d'attaques qui donnent lieu à des décès, des blessures, des kidnappings ou encore des détournements

¹¹¹ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 18/10/2021

¹¹² HSR-Cmr, courrier électronique, 15/10/2021

¹¹³ HRW, 02/11/2020, [url](#) ; ONU Info, 05/11/2020, [url](#)

¹¹⁴ HRW, 02/11/2020, [url](#) ; ACAPS, 26/02/2021, [url](#)

¹¹⁵ OCHA, 05/08/2021, [url](#)

¹¹⁶ HRW, 02/11/2020, [url](#) ; Bellingcat, 16/07/2021, [url](#) ; SODEI, s.d., [url](#) ; WATHI, 06/11/2020, [url](#)

¹¹⁷ Bellingcat, 16/07/2021, [url](#)

¹¹⁸ Actu Cameroun, 21/08/2021, [url](#)

de véhicules de fonction. Ces attaques sont le fait tant des forces camerounaises que des groupes séparatistes armés¹¹⁹. Les humanitaires se retrouvent pris en étau entre le gouvernement et les séparatistes qui chacun les soupçonnent de travailler pour l'autre camp. Les séparatistes s'en prennent également aux humanitaires lorsqu'ils s'engagent sur des territoires qu'ils contrôlent sans avoir obtenu le « droit de passage »¹²⁰.

Selon GlobalR2P, environ 30 % des centres de santé ne sont pas opérationnels et environ 30 attaques les ciblant ont été dénombrées¹²¹.

La situation est illustrée par quelques cas représentatifs : en juin 2021, MSF a rapporté que ses ambulances ont fait l'objet de vols et d'attaques par balles, des travailleurs de santé ont été agressés sexuellement tandis que certains ont été tués ou menacés de mort et que des centres de soins ont été attaqués par des hommes armés¹²². Au cours du même mois, l'OCHA a rapporté l'attaque de deux centres de soins et de leur personnel respectivement dans le département de la Manyu (Sud-Ouest) et à Batibo (Nord-Ouest)¹²³. Le 23 août 2021, un humanitaire canadien travaillant pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est décédé des blessures qui lui ont été infligées dans une attaque à Bamenda¹²⁴.

5.2.3. Chefs traditionnels

Les chefs traditionnels sont depuis le début de la crise la cible d'attaques. Dans le chef des groupes armés, celles-ci résultent du fait que les autorités traditionnelles sont des représentants de l'État. Les séparatistes leur reprochent régulièrement leur « allégeance » au pouvoir de Yaoundé¹²⁵. Ainsi, plusieurs chefs traditionnels ont été tués et un nombre important d'enlèvements les concernent. De leur côté, les forces gouvernementales se sont également rendues responsables d'abus ciblant les chefs coutumiers¹²⁶.

Parmi les incidents recensés, des hommes armés ont abattu trois chefs traditionnels le 13 février 2021 dans le département du Lebialem (Sud-Ouest). Ils ont été enlevés à leurs domiciles et exécutés publiquement¹²⁷. Le 9 juin 2021, les forces de sécurité camerounaises ont détruit et pillé la résidence d'un chef traditionnel au cours d'une opération dans le village de Ndzeen (Nord-Ouest)¹²⁸.

5.2.4. Journalistes

D'après Reporters sans frontières (RSF), les journalistes couvrant les événements en régions anglophones sont « particulièrement ciblés et régulièrement accusés d'être complices du mouvement sécessionniste »¹²⁹.

Parmi les cas documentés en 2021, Moni Banjo Massongo, journaliste exerçant dans la région du Sud-Ouest, a été enlevé le 24 avril par des séparatistes exigeant une rançon pour sa libération¹³⁰. De

¹¹⁹ HRW, 02/08/2021, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 01/09/2021, [url](#) ; MSF, 22/06/2021, [url](#)

¹²⁰ Le Monde (Kouagheu J.), 01/09/2021, [url](#)

¹²¹ GlobalR2P, 31/05/2021, [url](#)

¹²² MSF, 22/06/2021, [url](#)

¹²³ OCHA, 05/08/2021, [url](#)

¹²⁴ Le Monde (Kouagheu J.), 01/09/2021, [url](#) ; CICR, 24/08/2021, [url](#)

¹²⁵ OCHA, 07/04/2021, [url](#) ; AA, 14/12/2020, [url](#)

¹²⁶ African Arguments, 29/06/2021, [url](#)

¹²⁷ ICG, 03/2021, [url](#) ; Cameroon Info, 15/02/2021, [url](#) ; HRW, 12/03/2021, [url](#)

¹²⁸ HRW, 02/08/2021, [url](#)

¹²⁹ RSF, s.d., [url](#)

¹³⁰ UPF, 05/2021, [url](#)

même, en mars 2021, Fame Bunyui Fakeh, journaliste de la Cameroon radio and television (CRTV), a été kidnappée à son domicile de Buea (Sud-Ouest) par des séparatistes présumés¹³¹.

5.3. Forces de défense et de sécurité

Au cours de la période concernée par ce document, les séparatistes armés ont intensifié leurs attaques sur les forces de défense et de sécurité. À partir de 2021, les groupes armés ont déployé une nouvelle stratégie (voir point 2.2) consistant en des embuscades et des attaques avec utilisation d'engins explosifs ciblant des convois militaires. Ces embuscades ont imposé d'importantes pertes humaines aux troupes gouvernementales¹³².

À titre d'exemple, le 18 février 2021, des séparatistes armés ont tué sept soldats dans des attaques à l'EEI dans la ville de Babessi (Nord-Ouest)¹³³. Entre juin et juillet 2021, au moins quatre policiers ont été tués dans une embuscade près de la ville de Bali Nyonga (Nord-Ouest). Deux gendarmes ont été décapités dans la ville de Babadjou dans la région de l'Ouest, frontalière avec la région du Nord-Ouest, dans une attaque attribuée aux séparatistes armés¹³⁴.

Le Cedoca n'a pas trouvé d'informations sur le nombre de victimes parmi les forces gouvernementales durant la période concernée par cette recherche.

5.4. Séparatistes

Les affrontements des séparatistes avec les forces gouvernementales ont continué à faire des victimes parmi les combattants. Quatre d'entre eux ont par exemple été tués le 11 mai 2021 lors d'une opération militaire menée dans le village de Tankan (Nord-Ouest)¹³⁵. De même, cinq combattants séparatistes ont été neutralisés lors d'une opération de ratissage menée par l'armée le 18 août 2021 dans l'arrondissement de Bafut (Nord-Ouest)¹³⁶.

Le Cedoca ne dispose pas de données permettant d'évaluer le nombre de combattants tués au cours de la période traitée dans ce rapport.

5.5. Mbororos

D'après un rapport d'AI paru en juillet 2021, les communautés mbororos (qui font partie du groupe ethnique des Fulanis/Peuls) sont particulièrement ciblées par les séparatistes armés. Les chiffres transmis par des Mbororos à AI (et qui n'ont pas pu être vérifiés par cette organisation) font état de 162 Mbororos tués, quelque 300 habitations incendiées, 2.500 têtes de bétail tuées ou volées et 102 personnes enlevées, engendrant le paiement de rançons s'élevant à presque 270.000 euros¹³⁷.

Un rapport du CHRDA explique que les séparatistes considèrent que les Mbororos se positionnent en faveur du gouvernement contre la cause des séparatistes. Ces accusations se sont intensifiées en février 2020 après le massacre de Ngarbuh, au cours duquel plus de 21 civils non armés, dont 13 enfants et femmes enceintes, ont été tués lors d'un raid mené par l'armée camerounaise, en collaboration avec les membres d'un groupe d'autodéfense local, constitué prétendument par des membres de la communauté mbororo issus de la région du Nord-Ouest. En réaction, la communauté

¹³¹ AA, 15/03/2021, [url](#)

¹³² RFI, 23/09/2021, [url](#) ; African Arguments, 24/08/2021, [url](#)

¹³³ ICG, 14/03/2021, [url](#)

¹³⁴ AI, 28/07/2021, [url](#)

¹³⁵ Koaci, 11/05/2021, [url](#)

¹³⁶ Cameroon Info, 19/08/2021, [url](#)

¹³⁷ AI, 28/07/2021, [url](#)

mbororo a été ciblée par plusieurs enlèvements avec demandes de rançon, des meurtres, des vols y compris de bétail, causant d'importants déplacements de populations mbororos dans la région du Nord-Ouest¹³⁸.

6. Répartition géographique

6.1. Dans les régions anglophones

L'expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme avec qui le Cedoca s'est entretenu le 18 octobre 2021 a localisé les zones les plus touchées par le conflit au sein des deux régions anglophones, affirmant que la situation sécuritaire est globalement meilleure dans le Sud-Ouest que dans le Nord-Ouest. D'après ses informations, dans la région du Nord-Ouest, les quatre départements de Bui, de Ngok-Etundja dans la zone de Ndop, de Ndonga-Matung où s'était produit l'incident de Ngarbuh et le Mezam (notamment à Bali) ont vu des incidents se multiplier pendant la période examinée par ce rapport. Dans le Sud-Ouest, le département de Ndian, celui de Lebialem, la zone de Muyuka dans le département du Fako et celle de Mamfe dans la Manyu ont enregistré le plus d'insécurité¹³⁹.

Dans un courrier électronique transmis au Cedoca le 15 octobre 2021, l'ONG HSR-Cmr, dont le siège se trouve à Buea dans la région du Sud-Ouest, s'est exprimé de manière convergente :

« As it is now the most touched area is the North West region where the battle is fierce. The South West region is touched to a lesser extent although the armed conflict is rife in areas like Manyu, Koupe Mouanengouba and Lebialem Divisions. This does not exonerate the other divisions of the South West region (Meme, Fako and Ndian divisions) »¹⁴⁰.

En ce qui concerne la répartition de la violence entre les centres urbains et les zones rurales, HSR-Cmr a communiqué au Cedoca que :

« The state of insecurity is mostly felt in rural areas. Security concerns in urban areas are less worrisome because most State Defense and Security Forces - SDSF headquarters area based in urban areas thus reducing the level of casualties felt in urban areas »¹⁴¹.

L'expert susmentionné considère également que les zones urbaines sont généralement plus sûres que les localités rurales parce que l'Etat y déploie des moyens importants, afin que ces zones « ne basculent pas ». Il nuance toutefois son propos en disant qu'en dehors de Limbe, il n'y a pas une ville où on peut affirmer qu'il n'y aura pas d'incident pendant une semaine. La violence y est présente de manière imprévisible. D'après cette source, certaines entités rurales « ont été abandonnées » aux groupes armés : les administrations et les services publics n'y sont plus présents, la gendarmerie et la police non plus, ce qui diminue le nombre de confrontations¹⁴².

L'OCHA fait les mêmes observations, à savoir que la plupart des zones rurales sont sous l'influence des groupes armés, les forces camerounaises étant surtout présentes sur les routes principales et dans les villes¹⁴³.

¹³⁸ CHRDA, 03/08/2021, [url](#)

¹³⁹ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 18/10/2021

¹⁴⁰ HSR-Cmr, courrier électronique, 15/10/2021

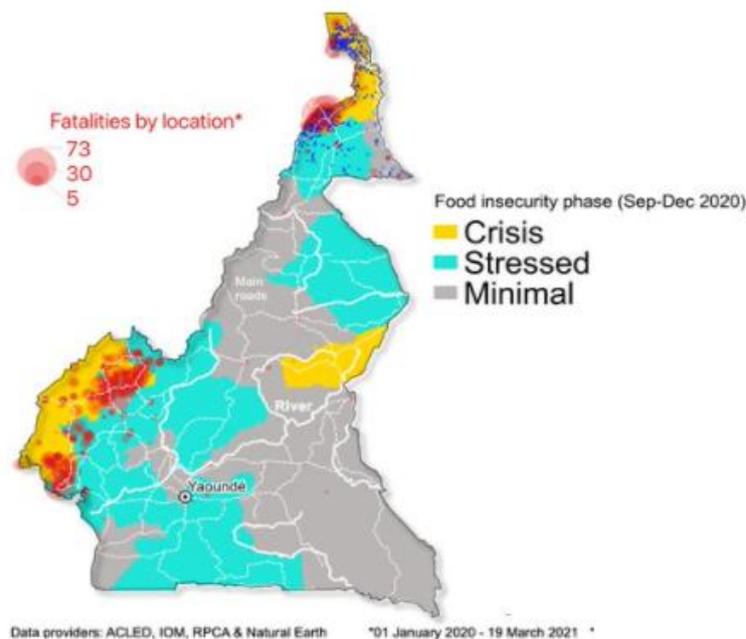
¹⁴¹ HSR-Cmr, courrier électronique, 15/10/2021

¹⁴² Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 18/10/2021

¹⁴³ OCHA, 07/04/2021, [url](#)

Dans un document de février 2021, l'ACAPS rapporte en outre que les autorités camerounaises contrôlent moins de la moitié des territoires des deux régions anglophones. Les groupes séparatistes armés ont davantage l'ascendant dans la région Nord-Ouest, où ils prédominent dans les zones rurales¹⁴⁴.

L'OCHA a également signalé en septembre 2021 que la ville de Bamenda est de plus en plus touchée par la criminalité et l'insécurité, des incidents violents pouvant s'y déclarer en plein jour et dans le centre-ville¹⁴⁵.



Localisation des victimes entre janvier 2020 et mars 2021¹⁴⁶

6.2. En dehors des régions anglophones

D'après un rapport de WATHI de novembre 2020, certains incidents sécuritaires ont été signalés en dehors des deux régions anglophones. Les enquêtes en cours n'ont à ce jour pas permis d'identifier formellement les éléments séparatistes comme les instigateurs de ces événements¹⁴⁷.

Le Cedoca s'est adressé à différentes sources directes sur la question de l'exportation de la violence en dehors des régions anglophones. Leurs informations, reprises ci-après, vont dans le même sens.

L'ONG Nouveaux Droits de l'Homme (NDH), basée à Yaoundé, a transmis les informations suivantes par courrier électronique :

« La violence ne s'est pas encore réellement exportée mais la menace est forte, réelle et perceptible. Les autorités ont d'ailleurs appelé à la vigilance et à la collaboration des populations pour signaler tout acte suspect, car les groupes séparatistes auraient menacé d'attaquer les régions francophones »¹⁴⁸.

¹⁴⁴ ACAPS, 26/02/2021, [url](#)

¹⁴⁵ OCHA, 01/09/2021, [url](#)

¹⁴⁶ Luengo-Cabrera J., 25/03/2021, [url](#)

¹⁴⁷ WATHI, 06/11/2020, [url](#)

¹⁴⁸ NDH, courrier électronique, 19/10/2021

L'expert en démocratisation a indiqué que si quelques incidents avaient été rapportés en 2020 dans des localités frontalières avec les régions anglophones (comme Galim), il n'avait pas connaissance de tels incidents en 2021¹⁴⁹.

Dans un courrier électronique du 21 octobre 2021, la Maison des droits de l'Homme du Cameroun (MDHC) a indiqué :

« Il serait difficile de parler d'exportation des violences vers les régions francophones. Certes, il y a souvent eu des alertes aux attaques sans autres conséquences. Maintenant, il reste à savoir si ces alertes relèvent des fakes ou alors les projets des attaques ont été simplement déjouées [sic] »¹⁵⁰.

Parmi les incidents répertoriés en dehors des deux régions anglophones, le 19 novembre 2020, une bombe artisanale a explosé à Douala, faisant deux blessés graves. L'incident est imputé à des séparatistes. Une enquête dont les résultats ne sont pas connus a été ouverte¹⁵¹. Le 29 avril 2021, des séparatistes présumés sont entrés dans le village de Galim, dans la région de l'Ouest, et ont tué quatre soldats gouvernementaux. Selon l'armée, les combattants ont saisi des armes aux militaires et libéré des personnes de prison¹⁵². Ensuite, le 14 juillet 2021, des séparatistes présumés ont tué, puis décapité, deux gendarmes lors d'une attaque d'un poste de contrôle dans la ville de Babadjou (région de l'Ouest), située à la frontière avec le Nord-Ouest¹⁵³. Le Cedoca n'a pas trouvé d'autres informations concernant des incidents sécuritaires attribués à des séparatistes dans les régions francophones.

7. Déplacements de population

Le conflit a amené des déplacements massifs de populations. Selon l'OCHA, plus le conflit s'envenime, plus les populations quittent les zones rurales où l'insécurité est grande pour rejoindre les zones urbaines des régions anglophones, d'autres régions du pays ou encore le Nigeria voisin¹⁵⁴.

Selon les données disponibles en juillet 2021, sur les cinq millions d'habitants que comptent environ le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, plus de 712.000 personnes ont dû se déplacer à l'intérieur du Cameroun¹⁵⁵ (voir carte, point 7.3) et quelque 66.000 autres ont trouvé refuge au Nigeria¹⁵⁶.

7.1. Déplacés dans les régions anglophones

Les violences contraignent les populations à des déplacements continus à l'intérieur des deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La plupart des déplacés fuient un conflit localisé et se réfugient dans la brousse où ils vivent dans des conditions précaires, sans logement approprié, sans accès aux soins et aux services de base. Ils retournent dans leur localité lorsque la situation sécuritaire est stabilisée dans la localité et/ou pour des raisons liées aux moyens de subsistance. Certains sont hébergés dans des familles d'accueil ou parviennent à louer un logement dans les centres urbains. Ils y vivent dans des logements surpeuplés et sont confrontés à des conditions sanitaires précaires¹⁵⁷.

¹⁴⁹ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 18/10/2021

¹⁵⁰ MDHC, courrier électronique, 21/10/2021

¹⁵¹ Cameroun 24, 21/11/2020, [url](#) ; Cameroon Magazine, 19/11/2020, [url](#)

¹⁵² VOA, 01/05/2021, [url](#)

¹⁵³ ICG, 04/08/2021, [url](#) ; AA, 14/07/2021, [url](#) ; Cameroon Info, 14/07/2021, [url](#)

¹⁵⁴ OCHA, 07/04/2021, [url](#)

¹⁵⁵ UNHCR, 09/2021, [url](#) ; OCHA, 05/08/2021, [url](#)

¹⁵⁶ European Commission, 01/07/2021, [url](#)

¹⁵⁷ VOA, 29/07/2021, [url](#) ; Global Shelter Cluster, 06/2021, [url](#) ; OCHA, 07/04/2021, [url](#)

D'après les dernières estimations de l'OCHA, environ 235.000 personnes sont déplacées dans la région du Nord-Ouest, tandis que le Sud-Ouest compte près de 175.000 déplacés internes¹⁵⁸.

Au sujet des déplacés internes au sein des deux régions anglophones, l'ONG HSR-Cmr a affirmé dans un courrier électronique du 15 octobre 2021 :

« Although the state has increased the number of SDSF in the regions, we have noticed that most villages are being deserted ; civilians are deserting rural areas to seek refuge in the forest where they can have a semblance of security »¹⁵⁹.

7.2. Déplacés dans les régions francophones

Selon les données de l'OCHA, le nombre des populations déplacées des régions anglophones vers les régions du Littoral, de l'Ouest et du Centre a augmenté en 2020. La majorité des déplacés sont des femmes et des enfants, parfois non accompagnés¹⁶⁰.

7.2.1. Situation sécuritaire

Attitude des autorités à l'égard des déplacés anglophones

Le Cedoca s'est adressé à plusieurs sources directes pour connaître l'attitude des autorités camerounaises à l'égard des déplacés anglophones et l'existence d'éventuelles discriminations à leur égard. Les informations qu'elles ont communiqué au Cedoca varient et sont reprises ci-après.

L'expert contacté le 18 octobre 2021 a affirmé ne pas avoir d'informations permettant de dire que les déplacés font l'objet de discriminations ciblées par les autorités parce qu'ils sont anglophones. Néanmoins, il explique que lorsqu'un incident a lieu où un anglophone est intercepté par les autorités, ce dernier peut avoir la perception que c'est son statut d'anglophone qui en est la cause. Il a indiqué qu'il y avait eu moins de rafles en 2021 par rapport à l'année précédente. Les raisons de cette diminution des rafles ne sont pas claires. Il cite une possible sensibilisation des autorités faisant suite à leur perception négative par l'opinion publique et il n'exclut pas que la crise sanitaire liée au Covid-19 ait pu jouer un rôle dans ce fléchissement. S'agissant de l'accès aux administrations et aux différents services publics, les anglophones sont traités comme le reste de la population : pas un seul service à la population ne fonctionne, les services sont débordés et tous sont mal traités. La discrimination ne peut donc pas se manifester davantage envers un anglophone qu'un francophone¹⁶¹.

L'avocat et défenseur des droits de l'homme Michel Togué a indiqué, sans pour autant être formel, que « des traitements discriminatoires liés à leur origine ne sont pas perceptibles ». Il ajoute : « [t]outefois, certaines personnes déplacées, visées par des procédures liées aux infractions dans le NOSO¹⁶², peuvent faire l'objet des interpellations de l'appareil judiciaire »¹⁶³.

Selon les informations transmises par la MDHC le 21 octobre 2021 :

« [A] notre connaissance, les déplacés internes ne font vraiment pas l'objet de discrimination ou de tracasseries administratives ou encore d'arrestations du simple fait que ces derniers soient des anglophones. Parlant des rafles, elles sont de moins en moins effectives au Cameroun. Dans les

¹⁵⁸ OCHA, 05/08/2021, [url](#)

¹⁵⁹ HSR-Cmr, courrier électronique, 15/10/2021

¹⁶⁰ OCHA, 07/04/2021, [url](#)

¹⁶¹ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 18/10/2021

¹⁶² Le NOSO est un diminutif communément utilisé pour désigner les deux régions anglophones, soit le Nord-Ouest et le Sud-Ouest

¹⁶³ Togué M., courrier électronique, 14/10/2021

rare cas où elles ont été observées, elles ne ciblent pas spécifiquement les anglophones mais plutôt des délinquants signalés ou traqués par les forces de maintien de l'ordre »¹⁶⁴.

L'ONG NDH a signalé dans un courrier électronique le 19 octobre 2021 que :

« En 2020, quelques opérations d'identification et de rafles ont été signalés dans les quartiers fortement habités par les déplacés internes, qui se sont soldés avec des arrestations pour défaut d'identité (carte nationale d'identité), suivi aussi de libération. Nous n'en avons pas documenté cette année 2021 [sic] »¹⁶⁵.

Par un courrier électronique du 15 octobre 2021, l'ONG HSR-Cmr a quant à elle exprimé ceci :

« In most areas where there are highly concentrated Anglophone populations, there is often constant SDSF patrols, control of national identity cards and most of the times arbitrary arrests, illegal detentions and extortion of the Anglophone civilian populations by SDSF. These scenarios also exist with administrative services by government authorities »¹⁶⁶.

« Most of those (Anglophones) arrested are charged with non-possession of national identity card, aiding and abetting terrorist, acts of terrorism and others and several other reasons which the gendarme or police officer deem fit as charge. The arrests are most of times conducted on the basis that state defense and security officers have information that there is a plot for a terrorist coup in the town or simply because they suspect that there are too many Anglophones in the area who are sympathetic to the cause of Anglophones. Some other times the arrest is conducted just to extort money, molest and intimidate Anglophones as a means to create fear »¹⁶⁷.

À Douala, une rafle de grande envergure a été organisée le 21 novembre 2020 dans le quartier Bonabéri qui abrite une grande communauté anglophone, après que des séparatistes présumés ont fait exploser une bombe artisanale deux jours plus tôt¹⁶⁸.

De même, un article de Cameroun Web paru le 14 janvier 2021 décrit une rafle opérée par la gendarmerie le 22 décembre 2020, à Douala, dans le quartier Mambanda, où résident principalement des ressortissants anglophones. La gendarmerie a interpellé des personnes n'ayant pas de carte nationale d'identité (CNI), des jeunes filles mineures « en vagabondage nocturne » et a tenté de localiser toutes les personnes faisant l'objet d'avis de recherche. Septante-six anglophones ont été arrêtés, dont quinze ont été déférés au tribunal de première instance de Bonabéri, pour les motifs d'« agression sur les gendarmes, défaut de cni, prostitution, vagabondage nocturne ». D'après le commandant de la brigade de gendarmerie, « beaucoup de grands malfrats partent des régions anglophones, principalement de Buea dans le Sud-Ouest, et se cachent sous l'identité de déplacés internes pour commettre le grand banditisme ». L'article indique que les déplacés dont les documents d'identité n'étaient plus valables ont été relâchés après que les gendarmes leur ont indiqué le service où renouveler les documents. Bien que les autorités nient toute forme de violence commise lors de cette action, d'autres pointent ces interpellations abusives, visant surtout les anglophones¹⁶⁹.

Le 21 octobre 2021, une cinquantaine de personnes ont été arrêtées dans un centre commercial à Douala, alors que la police menait une enquête sur un possible attentat séparatiste en préparation dans la ville¹⁷⁰.

¹⁶⁴ MDHC, courrier électronique, 21/10/2021

¹⁶⁵ NDH, courrier électronique, 19/10/2021

¹⁶⁶ HSR-Cmr, courrier électronique, 15/10/2021

¹⁶⁷ HSR-Cmr, courrier électronique, 21/10/2021

¹⁶⁸ Cameroun 24, 21/11/2020, [url](#)

¹⁶⁹ CamerounWeb, 14/01/2021, [url](#)

¹⁷⁰ Cameroun Actuel, 21/10/2021, [url](#)

Le Cedoca n'a pas trouvé d'autres informations faisant état de rafles dans les régions francophones en lien avec la situation sécuritaire dans la zone anglophone.

Attitude des francophones à l'égard des déplacés anglophones

S'agissant des relations entre les populations d'accueil et les déplacés anglophones, la MDHC a communiqué :

« Les villes de Douala, Bafoussam et Yaoundé sont des pôles de forte concentration des déplacés internes au Cameroun. Les déplacés internes bénéficient plutôt de la sympathie, de l'assistance et voire de la compassion de la part des populations francophones. Les déplacés internes sont hébergés, par exemple, par des inconnus francophones et bénéficient également du soutien des organisations de la société civile francophone et des églises »¹⁷¹.

L'ONG NDH a affirmé qu'il n'y a « [p]as de tensions perceptibles entre les populations francophones et les populations anglophones déplacées »¹⁷².

Michel Togué a fait part des mêmes observations dans son courrier électronique du 14 octobre 2021¹⁷³.

7.2.2. Situation humanitaire

L'ONG NDH a expliqué ce qui suit sur la situation générale des déplacés :

« [...] selon les données à notre disposition, la situation des déplacés internes est restée très précaire au cours de l'année 2021. En effet, les déplacés internes sont abandonnés à eux-mêmes ; et ils s'appuient pour la plupart sur les proches basés dans les autres régions ou plus globalement sur la bienveillance des communautés hôtes où elles se réfugient et qui compatissent. C'est une situation très précaire, parce que ni les autorités nationales, ni les autorités locales ou régionales n'ont défini un plan de protection ou d'encadrement des déplacés internes »¹⁷⁴.

Cette même source a encore fourni les éléments d'information suivants sur les conditions de vie des déplacés en région francophone :

« Conditions de logement déplorables. On retrouve dans des logements d'une pièce, une dizaine voire plus de personnes.

Subsistance : les déplacés internes vivent de petits commerces (y compris les enfants), de prostitution pour les jeunes filles. Certains demandent l'aumône dans les rues ou dans le voisinage ; on les retrouve aussi dans les petits métiers (chantiers, domestiques, etc.).

Situation des femmes : la plupart ont à leur charge beaucoup d'enfants qu'elles n'arrivent pas à nourrir, à scolariser et à soigner. Elles n'ont pas accès aux soins de santé (plusieurs [femmes] enceintes ont accouché avec l'aide des communautés hôtes) ; elles sont victimes de violences conjugales du fait de la grande promiscuité, etc. »¹⁷⁵.

La MDHC a communiqué ce qui suit au sujet de la situation des déplacés internes en 2021 dans son courrier électronique du 21 octobre 2021 :

« Dans les discours officiels des autorités dans les régions francophones, il se dégage clairement que la situation des déplacés est un fait préoccupant pour les pouvoirs publics. Toutefois, la difficulté réside au niveau des mesures d'accompagnement quasiment limitées qu'affectent les

¹⁷¹ MDHC, courrier électronique, 21/10/2021

¹⁷² NDH, courrier électronique, 19/10/2021

¹⁷³ Togué M., courrier électronique, 14/10/2021

¹⁷⁴ NDH, courrier électronique, 19/10/2021

¹⁷⁵ NDH, courrier électronique, 19/10/2021

autorités au bénéfice de ces déplacés internes. [...] La situation des déplacés internes s'est davantage détériorée. Avec la montée des attaques dans le NOSO, un flux considérable des populations des zones en conflit vers les villes non en crise est observé. Ce qui a entraîné un impact négatif sur les conditions de vie desdits déplacés (absence de logement adéquat, prostitution avérée, alimentation et santé précaires, déchéance scolaire, réinsertion socioprofessionnelle préoccupante) malgré l'accompagnement des organisations de la société civile, des églises et dans une certaine mesure celui des pouvoirs publics »¹⁷⁶.

Les populations anglophones déplacées vers les régions francophones ne sont pas entièrement intégrées dans les localités d'accueil, n'ayant pas accès aux terres et ne pouvant pas mener les activités de production qui les occupaient dans leurs régions d'origine¹⁷⁷.

Dans un rapport d'avril 2021, l'OCHA a expliqué que les déplacés ne disposent souvent pas de document d'état civil, ce qui limite leurs possibilités de déplacements dans les autres régions. Environ 25 % des personnes déplacées dans la ville de Yaoundé ont affirmé avoir perdu leurs documents d'identité¹⁷⁸.

Cette même source a également signalé :

« Sexual violence is also a direct consequence of displacement: forcing families to live in greater promiscuity with relatives or within the host community creates risk of sexual exploitation, sexual violence and assault against young girls particularly »¹⁷⁹.

L'OCHA a aussi rapporté que l'accès des personnes déplacées aux services de base est limité :

« In the Littoral and West regions, in addition to significant pressure on already limited services, IDP access to basic services is hindered by inadequate financial resources to access them and fear of stigmatization »¹⁸⁰.

Dans ce même rapport, l'OCHA a indiqué que 35.000 enfants déplacés des régions anglophones sont inscrits dans des établissements scolaires du Littoral et du Centre¹⁸¹. Toutefois, plusieurs sources ont fait part au Cedoca que l'accès des déplacés anglophones aux établissements scolaires en région francophone est restreint.

Ainsi, la MDHC a communiqué ce qui suit :

« Depuis le début de la crise en 2016, il est observé une forte délocalisation des institutions scolaires de la zone anglophone vers les parties francophones ainsi qu'une forte transformation des établissements scolaires publics et privés en établissements bilingues. Le défis résident au niveau de la précarité des moyens des parents ainsi qu'une absence de politiques réelles des pouvoirs publics visant à faciliter la scolarisation de tous les enfants des déplacés internes en mesure d'aller à l'école. Il est vrai que ce manquement se veut transversal dans la mesure où même les élèves francophones connaissent les mêmes réalités »¹⁸².

Sur cette même question, NDH va dans le même sens :

« Il se pose le problème de l'accès aux établissements scolaires du fait des frais exigibles. C'est un problème qui s'est posé dans plusieurs lycées en cette rentrée scolaire. Malheureusement, les autorités nationales n'ont pas apporté une solution réelle ; une note de circonstance a été prise par

¹⁷⁶ MDHC, courrier électronique, 21/10/2021

¹⁷⁷ VOA, 04/11/2020, [url](#)

¹⁷⁸ OCHA, 07/04/2021, [url](#)

¹⁷⁹ OCHA, 07/04/2021, [url](#)

¹⁸⁰ OCHA, 07/04/2021, [url](#)

¹⁸¹ OCHA, 07/04/2021, [url](#)

¹⁸² MDHC, courrier électronique, 21/10/2021

le ministre des enseignements secondaires pour amorcer la crise dans les lycées de Douala où le problème s'est posé (en instruisant aux chefs d'établissement concerné de recevoir les enfants déplacés internes sans exigence de certains). La réalité c'est que beaucoup d'enfants déplacés internes n'ont pas accès à l'école à cause du manque de moyens. Car il faut noter que les frais exigibles sont de plus en plus élevés même dans les établissements publics. En région francophone, les parents se plaignent du coût très élevé de l'accès à l'éducation »¹⁸³.

7.2.3. Retour des déplacés

Les informations recueillies par le Cedoca quant à l'observation d'un mouvement de retour des déplacés divergent.

L'expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme a indiqué ne pas avoir connaissance d'un tel mouvement de retour. Il indique au contraire que le nombre des réfugiés au Nigeria et dans les villes francophones ne cesse d'augmenter¹⁸⁴.

NDH répond à cette question de manière similaire en disant : « Non. Au contraire, le NOSO est en train de se vider de sa population vers la zone francophone ou vers le Nigéria »¹⁸⁵.

L'avocat et défenseur des droits de l'homme Michel Togué a tenu les propos suivants :

« Des discours de politiques ont souvent fait croire que les personnes forcées à l'exil pouvaient retourner chez eux en toute sécurité...mais je pense qu'il s'agit simplement des discours politiques qui n'intègrent pas nécessairement les réalités du terrain »¹⁸⁶.

La MDHC s'est quant à elle exprimé en ces termes :

« Il est observé un mouvement de retour vers le NOSO. Il est vrai que ce retour se limite dans les centres villes et dans des villages où les violences sont relativement en baisse. Les motivations sont entre autres liées : au retour aux sources, au dépaysements, bref à l'attachement à la culture et aux terres ancestrales [sic] »¹⁸⁷.

¹⁸³ NDH, courrier électronique, 19/10/2021

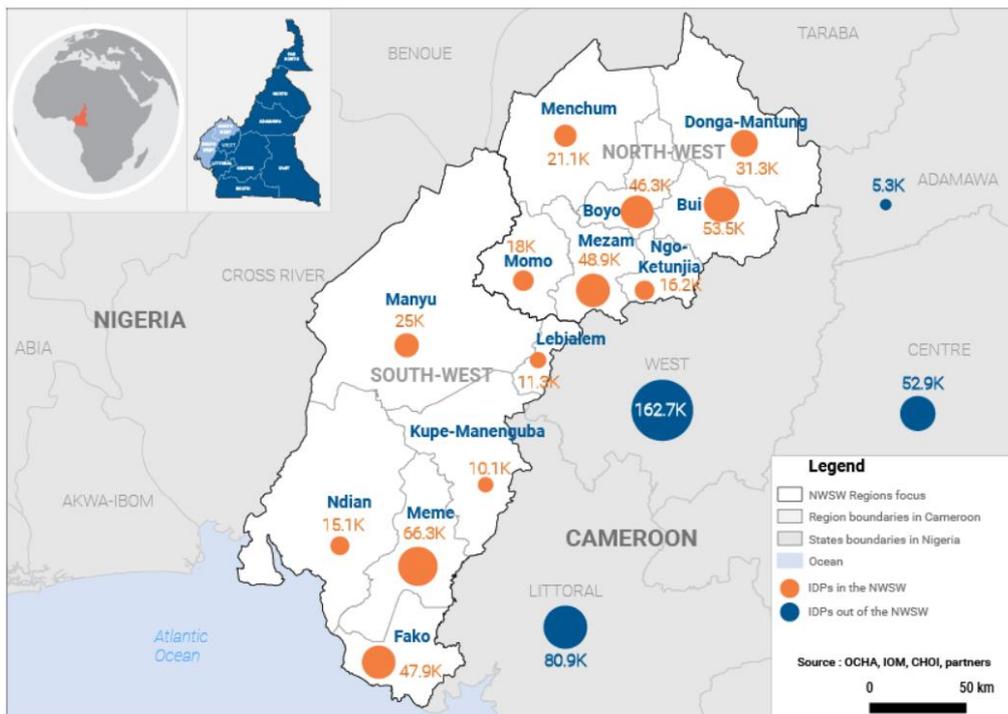
¹⁸⁴ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 18/10/2021

¹⁸⁵ NDH, courrier électronique, 19/10/2021

¹⁸⁶ Togué M., courrier électronique, 14/10/2021

¹⁸⁷ MDHC, courrier électronique, 21/10/2021

7.3. Visualisation sur carte



Personnes déplacées et réfugiées provenant des régions anglophones à la date du 2 février 2021¹⁸⁸

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Éducation

Depuis 2017, le secteur de l'éducation a continuellement été utilisé comme arme de guerre dans le conflit en zone anglophone. Des groupes séparatistes armés protestent contre le système éducatif du gouvernement camerounais en forçant la fermeture des écoles, en s'en prenant aux élèves et au personnel enseignant et en attaquant les établissements scolaires. De nombreux élèves ne sont pas allés à l'école depuis près de cinq ans¹⁸⁹. La pandémie de Covid-19 a aggravé la situation en obligeant le Cameroun à fermer temporairement toutes les écoles de mars à octobre 2020¹⁹⁰.

Dans un rapport de février 2021, l'ACAPS considère que 700.000 enfants ont été touchés par la fermeture des écoles dans les régions anglophones. Selon cette source, les écoliers et les enseignants ont été « menacés, kidnappés, harcelés et tués pour être allés à l'école »¹⁹¹.

HRW considère que l'éducation est le secteur le plus affecté par les violences :

¹⁸⁸ OCHA, 05/08/2021, [url](#)

¹⁸⁹ CHRDA, 04/09/2021, [url](#) ; IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 01/04/2021, [url](#)

¹⁹⁰ ACAPS, 26/02/2021, [url](#)

¹⁹¹ ACAPS, 26/02/2021, [url](#)

« Les enfants sont dans la rue, ils ne vont plus à l'école, ils sont privés de leur droit fondamental à l'éducation. Ils deviennent la proie des sécessionnistes, des criminels. Ils peuvent décider, pour soutenir leur famille, de combattre avec des séparatistes »¹⁹².

L'ONG Danish Refugee Council (DRC) va dans le même sens en affirmant que la déscolarisation et la crise économique font courir un plus grand risque aux enfants d'être recrutés, victimes de VBG et d'abus et d'être forcés à travailler. Certaines familles dépendent du travail des enfants pour subvenir à leurs besoins et envoient les enfants mendier, travailler comme domestiques, effectuer des travaux agricoles ou encore se prostituer pour les jeunes filles¹⁹³.

En octobre 2020, alors que certaines écoles ont rouvert malgré le boycott exigé par les séparatistes, ces derniers ont continué à prendre pour cible des établissements scolaires du Nord-Ouest et du Sud-Ouest¹⁹⁴.

Selon les informations recueillies par l'ACAPS :

« Pendant les premiers mois de la nouvelle année scolaire 2020/2021, moins de 30 % des écoles des régions NOSO étaient opérationnelles. En janvier 2021, 40 % des élèves du primaire dans la région SO allaient à l'école, contre 42 % en octobre 2020, alors que la scolarisation dans le secondaire avait chuté de 72 % à 57 % (de 13 000 élèves) entre octobre 2020 et janvier 2021 dans la région SO. Dans la région NO, la fréquentation des élèves du primaire a augmenté de 79 % à 83 % entre octobre 2020 et janvier 2021 »¹⁹⁵.

	NOMBRE D'ÉCOLES OPÉRATIONNELLES OCTOBRE/ NOVEMBRE 2020	NOMBRE D'ÉCOLES EXISTANTES	% D'ÉCOLES OPÉRATIONNELLES
Écoles primaires au NO	730	3 127	23 %
Écoles secondaires au NO	143	558	26 %
Total des écoles dans la région NO	873	3 685	24 %
Écoles primaires au SO	837	2 185	38 %
Écoles secondaires au SO	89	352	25 %
Total des écoles dans la région SO	926	2 537	37 %
Total des écoles dans les régions NOSO	1 799	6 222	29 %

Ecoles opérationnelles dans les régions anglophones fin 2020¹⁹⁶

Le 6 septembre 2021, un article de Voice of America (VOA) annonce que les leaders des Ambazonia Defense Forces (ADF) ont, pour la première fois en cinq ans, donné des instructions en faveur de la

¹⁹² Le Monde (Kouagheu J.), 01/04/2021, [url](#)

¹⁹³ DRC, 11/2020, [url](#)

¹⁹⁴ CHRDA, 04/09/2021, [url](#) ; ACAPS, 26/02/2021, [url](#) ; ICG, 11/2020, [url](#) ; ICG, 12/2020, [url](#)

¹⁹⁵ ACAPS, 26/02/2021, [url](#)

¹⁹⁶ ACAPS, 26/02/2021, [url](#)

réouverture des écoles. Les troupes gouvernementales ont néanmoins été averties que leur présence sur les campus scolaires ne serait pas tolérée et que les combattants séparatistes veilleront à ce que l'hymne national camerounais ne soit pas entonné dans les écoles anglophones. Les ADF ont en outre averti que les établissements ne respectant pas leurs injonctions seront fermés et verront leurs enseignants et élèves sanctionnés. Le même article relaye en outre les propos de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Éducation de base selon lesquels les enfants des zones où les séparatistes interdisent encore l'éducation doivent être admis dans des écoles établies dans des localités plus sûres. Elle ajoute que des enseignants affectés dans des zones souffrant d'insécurité seront délocalisés vers des zones sûres pour pourvoir à l'éducation de ces enfants¹⁹⁷.

Dans un rapport d'avril 2021, l'OCHA a indiqué que le boycott de l'éducation imposé par les séparatistes et l'insécurité touchant le secteur a contraint de nombreuses familles à envoyer leurs enfants dans les régions du Littoral, de l'Ouest ou du Centre afin qu'ils puissent poursuivre leur cursus scolaire¹⁹⁸.

8.2. Santé

Dans une communication de juin 2021, MSF a expliqué que l'accès aux structures de santé est une préoccupation majeure dans les régions anglophones. En effet, l'accès aux soins de santé est fortement limité en raison de l'insécurité, des *lockdowns* et des attaques dont font l'objet les établissements de santé. Selon MSF, au moins un centre de santé sur cinq n'est pas opérationnel. En plus de l'aspect sécuritaire, la crise économique affecte également les déplacements vers les centres de soins et l'achat de médicaments¹⁹⁹. De plus, l'OCHA rapporte une faible disponibilité des médicaments dans certains villages en raison de la pandémie de Covid-19²⁰⁰.

8.3. Sécurité alimentaire

Les populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont confrontées à une hausse de l'insécurité alimentaire, des perturbations dans les moyens de subsistance des ménages et une augmentation des prix des aliments de base²⁰¹. Plusieurs sources relèvent que la pandémie de Covid-19 a accru l'insécurité alimentaire, plus de la moitié des villages des deux régions anglophones souffrant de la rareté de la nourriture²⁰². Selon ICG, les barrages routiers imposés par les séparatistes créent également un contexte de pénurie alimentaire, notamment dans le Nord-Ouest²⁰³.

8.4. Situation économique

Les violences et les *lockdowns* réguliers ont affecté l'économie locale. Les déplacements de population causés par l'insécurité ont impacté les productions agricoles dans le Nord-Ouest et engendré l'abandon de nombreuses plantations dans le Sud-Ouest. De plus, le commerce transfrontalier est rendu difficile du fait de la fermeture officielle de la frontière avec le Nigeria. Malgré ces difficultés, les deux régions anglophones ont poursuivi, dans une certaine mesure, les activités économiques²⁰⁴.

¹⁹⁷ VOA, 06/09/2021, [url](#)

¹⁹⁸ OCHA, 07/04/2021, [url](#)

¹⁹⁹ MSF, 22/06/2021, [url](#)

²⁰⁰ OCHA, 07/04/2021, [url](#)

²⁰¹ OCHA, 07/04/2021, [url](#) ; Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 01/03/2021, [url](#)

²⁰² Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 01/03/2021, [url](#) ; OCHA, 07/04/2021, [url](#)

²⁰³ ICG, 09/2021, [url](#)

²⁰⁴ OCHA, 07/04/2021, [url](#)

D'après DRC, certaines familles dépendent du travail de leurs enfants pour subvenir à leurs besoins et les envoient mendier, travailler comme domestiques, effectuer des travaux agricoles ou encore se prostituer pour les jeunes filles²⁰⁵.

Dans le même ordre d'idée, l'OCHA a signalé que de nombreuses femmes et filles se dirigent vers la prostitution dans les centres urbains du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Ouest, du Littoral et du Centre, contraintes par nécessité économique et par la dissolution des liens sociaux préexistants²⁰⁶.

8.5. Liberté de mouvement

8.5.1. Axes routiers

La circulation est perturbée d'une part, par des barrages routiers mis en place par les séparatistes et d'autre part, par des *checkpoints* dressés par les militaires²⁰⁷.

L'expert en démocratisation contacté par le Cedoca a expliqué que les barrages routiers des groupes armés se trouvent dans les zones rurales, dans les zones sous leur contrôle. Les personnes qui veulent les traverser sont rackettées, sans pour autant être victimes de violences. Les *checkpoints* des forces armées sont quant à eux situés aux entrées des villes, pour les cadrer et assurer leur protection. Le même genre de racket s'y produit : les passants sont soumis à une sorte de taxe de passage²⁰⁸.

Au sujet des barrages des séparatistes et des *checkpoints* des autorités, l'ONG HSR-Cmr a expliqué ceci :

« It is important to note that there are several military check points by SDSF and in other areas NSAGs check points that both extort money from civilian populations. In the case of State Defense and Security Forces, we can find state security officers in almost all road networks in the both regions; in some areas that are mostly highly remote, we can find some check points by NSAGs. Check points by NSGAs [non-state armed groups] are usually floating because once SDSF come or patrol, NSAGs immediately decamp »²⁰⁹.

Les différentes sources à qui le Cedoca s'est adressé s'accordent néanmoins pour dire que malgré ces barrages et *checkpoints* ainsi que certains risques sécuritaires imprévisibles, l'accès à la zone francophone par la route depuis la zone anglophone, et vice versa, est possible.

Ainsi, à la question de savoir s'il est possible de se déplacer entre les régions francophones et anglophones au moyen du réseau routier, NDH a répondu par l'affirmative en précisant :

« Mais le réseau routier à partir de Babadjou (ville limitrophe avec la région de l'ouest) est un vrai calvaire. Le réseau routier est complètement dégradé. Il y a des check points sur les voies principales (contrôle d'identité). Il n'y a pas d'éclairage public ; il est très risqué de sortir dans la rue la nuit tombée. Les voies secondaires qui mènent dans les villages et zones rurale sont plus risquées et certaines sont contrôlées par les combattants séparatistes [sic] »²¹⁰.

A la même question, l'ONG HSR-Cmr a transmis les informations suivantes :

« It is possible to do so, except on ghost towns days (Monday) or exceptional ghost towns (announced by the Ambazonia Interim Government) or cases where because of fire exchanges

²⁰⁵ DRC, 11/2020, [url](#) ; DRC, 12/2020, [url](#)

²⁰⁶ OCHA, 07/04/2021, [url](#)

²⁰⁷ Le Monde (Kouagheu J.), 01/04/2021, [url](#) ; RFI, 14/03/2021, [url](#) ; AI, 28/07/2021, [url](#)

²⁰⁸ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 18/10/2021

²⁰⁹ HSR-Cmr, courrier électronique, 15/10/2021

²¹⁰ NDH, courrier électronique, 19/10/2021

between NSAGs and SDSF, civilian populations can freely circulate between French speaking regions and English speaking regions. It is important to note that there are several military check points by SDSF and in other areas NSAGs check points that both extort money from civilian populations »²¹¹.

Michel Togué a communiqué au Cedoca que : « [c]'est toujours possible de se déplacer, simplement il existe un réel risque à s'y engager »²¹².

L'expert en démocratisation précité a affirmé que les entrées des régions n'ont pas été coupées. Malgré les difficultés, la circulation se fait toujours. Il précise que beaucoup de personnes originaires du Sud-Ouest se rendent à Douala pour les ravitaillements. Depuis le Nord-Ouest, de nombreuses personnes empruntent les axes routiers pour se rendre vers la région de l'Ouest²¹³.

La MDHC a indiqué :

« Les déplacements dans certaines localités dans le NOSO et vers les autres régions restent délicates. Les véhicules doivent se faire escorter par les militaires dans certains cas et dans d'autres cas les déplacements ne sont même pas possible, si oui sauf pour les personnes acquises à la cause des séparatistes [sic] »²¹⁴.

8.5.2. Lockdowns

Bien que prévus initialement pour ne durer qu'un temps dans le but de faire pression sur le gouvernement et attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation des régions anglophones, les *lockdowns* se sont poursuivis au cours de la période examinée²¹⁵.

L'expert en démocratisation a indiqué au Cedoca que tant les *lockdowns* de longue durée que les *ghost towns* instaurés les lundis sont toujours d'actualité et continuent à être respectés. L'adhésion aux mesures reste forte, avec toutefois un suivi moindre dans la ville de Buea²¹⁶.

Lockdowns

Un *lockdown* de dix jours a été imposé par les séparatistes du 18 au 27 janvier 2021 souhaitant perturber l'Africa Nations Championship (CHAN)²¹⁷.

Le 11 septembre 2021, en prévision de la célébration de l'anniversaire de la déclaration d'indépendance de l'Ambazonie le 1^{er} octobre, un groupe armé non étatique a annoncé la tenue d'un *lockdown* général dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du 15 septembre au 2 octobre 2021. Cette mesure interdit tout mouvement, travail ou activité sociale dans les deux régions. Pendant les week-ends, du vendredi au dimanche, seuls les taxis et les motos ont eu l'autorisation de circuler, et les populations étaient uniquement autorisées à se rendre sur les marchés et à assister aux services religieux. A l'exception des ambulances pour les urgences médicales, les organisations humanitaires ont été tenues de cesser leurs activités. Pour faire respecter les mesures de verrouillage, des représentants des groupes armés se sont déployés sur plusieurs routes. Avec quelques différences locales et quelques exceptions dans certains milieux urbains, les mesures de *lockdown* ont été largement respectées par la population, par crainte de représailles en cas de non-respect²¹⁸.

²¹¹ HSR-Cmr, courrier électronique, 15/10/2021

²¹² Togué M., courrier électronique, 14/10/2021

²¹³ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 18/10/2021

²¹⁴ MDHC, courrier électronique, 21/10/2021

²¹⁵ DW, 01/10/2021, [url](#)

²¹⁶ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 18/10/2021

²¹⁷ Xinhua, 18/01/2021, [url](#)

²¹⁸ ICG, 01/10/2021, [url](#) ; OCHA, 28/09/2021, [url](#)

L'adhésion à ces mesures ne fait pas l'unanimité : certains considèrent qu'elles sont contre-productives, ajoutant des difficultés aux populations anglophones, déjà lourdement impactées par le conflit ; d'autres pensent qu'elles restent nécessaires pour envoyer un message à Yaoundé²¹⁹.

Monday Ghost Towns

Ces *lockdowns* de longue durée s'ajoutent aux *Monday ghost towns* institués au tout début de la crise fin 2016 comme un moyen de désobéissance civile à l'égard du pouvoir de Yaoundé et toujours en cours dans la plupart des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Au cours de ces journées de ville fantôme, il n'y a pas d'activité économique et les populations sont amenées à rester chez elles²²⁰.

A ce propos, l'ONG HSR-Cmr a indiqué :

« Ghost towns are still very well observed in almost all towns in the North West and South West regions. In all rural areas it is observed but for Buea, Limbe and Tiko where one can find a few businesses opened, the rest of the towns in both crisis affected regions observe the ghost towns »²²¹.

8.5.3. Trafic aérien

Au cours de la période examinée, les aéroports internationaux de Yaoundé-Nsimalen et de Douala ont continué à effectuer les liaisons internationales, même si le nombre de passagers transportés a diminué à cause de la pandémie de Covid-19²²².

²¹⁹ DW, 01/10/2021, [url](#)

²²⁰ OCHA, 01/09/2021, [url](#) ; Journal du Cameroun, 03/03/2021, [url](#)

²²¹ HSR-Cmr, courrier électronique, 15/10/2021

²²² Cameroon Civil Aviation Authority, s.d., [url](#) ; Cameroon Tribune, 22/06/2021, [url](#)

Résumé

La crise anglophone a commencé en novembre 2016 par des manifestations pacifiques, accompagnées de revendications de réformes, portées notamment par des avocats, des étudiants et des enseignants. Fin 2017, la situation a dégénéré en conflit armé. Durant la période étudiée dans ce rapport (octobre 2020-octobre 2021), la violence a continué, avec des pics observés au début et au milieu de l'année 2021.

Les affrontements entre les forces camerounaises et les séparatistes armés se sont poursuivis en zone anglophone. Les groupes séparatistes pourraient compter sur une force de frappe évaluée entre 2.000 et 4.000 combattants. Les séparatistes ont peu à peu délaissé leurs revendications idéologiques et ont adopté, au sein d'une multitude de groupes armés, des pratiques relevant de la criminalité. En 2021, ces derniers ont changé leur mode opératoire, privilégiant une tactique de l'usure visant très spécifiquement les militaires, notamment par des embuscades à l'engin explosif.

Des violations des droits de l'homme sont commises tant par les groupes armés que par les forces gouvernementales. Les séparatistes se sont rendus responsables d'homicides, d'enlèvements, de rackets et d'intimidations. Les forces camerounaises sont accusées de mener des opérations punitives sous forme de raids sur des villages, de procéder à des tortures, des pillages, des exécutions extrajudiciaires ainsi qu'à des arrestations et détentions arbitraires. Des violences basées sur le genre sont perpétrées par les deux camps.

Dans ce climat de violence, les civils des deux régions anglophones sont pris en étau entre les forces gouvernementales et les séparatistes armés. Les séparatistes visent en particulier les civils qu'ils soupçonnent de collaborer avec les forces gouvernementales et ceux qui refusent de se soumettre aux boycotts imposés. Les forces de défense et de sécurité mènent une campagne de représailles à l'égard de ceux qui, d'après elles, soutiennent les combattants armés. Dans ce contexte, les élèves et le personnel éducatif, les travailleurs humanitaires, le personnel de santé, les chefs traditionnels ainsi que les journalistes sont des catégories particulièrement ciblées par la violence.

Les violences sont contenues au sein des régions anglophones et y sont plus prononcées au Nord-Ouest qu'au Sud-Ouest. Les zones rurales sont davantage touchées que les centres urbains qui bénéficient d'une présence plus importante des forces gouvernementales. Les centres-villes sont néanmoins affectés par la violence de manière imprévisible. Mis à part l'un ou l'autre incidents dont les responsabilités n'ont pas été formellement attribuées, il n'est pas possible de parler d'exportation de la violence vers la zone francophone.

L'insécurité a contraint plus de 712.000 personnes à fuir les régions anglophones et à se déplacer à l'intérieur du territoire camerounais. Si la majorité des déplacements se font à l'intérieur des deux régions anglophones, les anglophones se réfugient également en nombre dans la zone francophone où ils vivent dans une grande précarité. Les sources consultées indiquent principalement que les déplacés ne subissent pas de discriminations ciblées de la part des autorités parce qu'ils sont anglophones. Les communautés anglophones déplacées peuvent faire l'objet de rafles, mais leur nombre a sensiblement diminué en 2021. Certains déplacés sont également arrêtés dans le but de leur extorquer de l'argent ou de les intimider. Les déplacés anglophones bénéficient de l'entraide et de la sympathie des populations d'accueil francophones et l'on n'observe pas de tensions entre les communautés.

Le conflit a largement impacté la vie quotidienne dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Quelque 700.000 enfants ont été déscolarisés à cause du boycott de l'éducation imposé par les séparatistes et de l'insécurité touchant le secteur. Depuis la réouverture progressive des écoles le 5 octobre 2020, après une période de plusieurs mois de fermeture en raison des restrictions imposées par le Covid-19, une augmentation notable des taux de scolarisation a été suivie d'un pic d'attaques contre l'éducation. La rentrée scolaire d'octobre 2021 a eu lieu mais des violences ont continué de toucher les établissements

scolaires. Les habitants de ces régions ne peuvent accéder aux services de base en raison de l'insécurité. Les barrages routiers mis en place par les groupes armés et les *checkpoints* des autorités perturbent la circulation sur les axes routiers des régions anglophones. Les personnes qui veulent les traverser sont rackettées, sans pour autant être victimes de violences. Malgré certains risques sécuritaires imprévisibles, l'accès à la zone anglophone par la route depuis la zone francophone, et vice versa, est possible. Les *lockdowns* et les *Monday ghost towns* imposés par les séparatistes continuent à être largement observés, avec une adhésion moindre à Buea.

Bibliographie

Contacts directs

Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 18/10/2021, identité et coordonnées non communiquées pour des raisons de sécurité

Human is Right Cameroon (HSR-Cmr), organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme, courriers électroniques, 15/10/2021, 21/10/2021, info@hisrcameroon.org

Maison des droits de l'Homme du Cameroun (MDHC), organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme, courrier électronique, ltbranch@yahoo.fr

Nouveaux Droits de l'Homme (NDH), organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme, courrier électronique, 19/10/2021, ndhcam@yahoo.fr

Togué M., avocat et défenseur des droits de l'homme, courrier électronique, 14/10/2021, mtoque@yahoo.fr

Sources écrites et audiovisuelles

ACAPS, *Cameroun. La crise de l'éducation dans les régions du nord-ouest (NO) et du sud-ouest (SO)*, 26/02/2021, https://www.acaps.org/sites/acaps/files/key-documents/files/20210219_acaps_la_crise_de_education_dans_les_regions_du_nord-ouest_et_du_sud-ouest_du_cameroun.pdf [consulté le 27/10/2021]

Actu Cameroun, *Crise anglophone : l'Onu alerte sur une aggravation des attaques contre les écoles, à quelques semaines de la rentrée scolaire*, 21/08/2021, <https://actucameroun.com/2021/08/21/crise-anglophone-lonu-alerte-sur-une-aggravation-des-attaques-contre-les-ecoles-a-quelques-semaines-de-la-rentree-scolaire/> [consulté le 27/10/2021]

Actu Cameroun, *Insécurité au NoSo : jeu de massacres entre factions*, 01/03/2021, <https://actucameroun.com/2021/03/01/insecurite-au-noso-jeu-de-massacres-entre-factions/> [consulté le 27/10/2021]

African Arguments, *Death by a thousand cuts: Cameroon struggles in fight against separatists*, 24/08/2021, <https://africanarguments.org/2021/08/death-by-a-thousand-cuts-cameroon-struggles-in-fight-against-separatists/> [consulté le 27/10/2021]

African Arguments, *Why are Cameroonian separatists attacking local chiefs?*, 29/06/2021, <https://africanarguments.org/2021/06/anglophone-crisis-why-are-cameroonian-separatists-attacking-local-chiefs/> [consulté le 27/10/2021]

African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD), *The Anglophone Dilemma in Cameroon*, 21/07/2017, <https://reliefweb.int/report/cameroon/anglophone-dilemma-cameroon> [consulté le 27/10/2021]

Agence Anadolu (AA), *Cameroonian separatists abduct, kill tribal chiefs*, 14/12/2020, <https://www.aa.com.tr/en/africa/cameroonian-separatists-abduct-kill-tribal-chiefs/2076073> [consulté le 27/10/2021]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun / Crise anglophone : deux gendarmes décapités par des séparatistes*, 14/07/2021, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-deux-gendarmes-d%C3%A9capit%C3%A9s-par-des-s%C3%A9paratistes/2304169> [consulté le 27/10/2021]

Agence Anadolu (AA), *Cameroun : une journaliste de la télévision nationale enlevée par des séparatistes anglophones*, 15/03/2021, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-une-journaliste-de-la-t%C3%A9l%C3%A9vision-nationale-enlev%C3%A9e-par-des-s%C3%A9paratistes-anglophones/2176099> [consulté le 27/10/2021]

Al Jazeera, *Cameroon holds first peace talks with main separatist group*, 04/07/2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/7/4/cameroon-holds-first-peace-talks-with-main-separatist-group> [consulté le 27/10/2021]

- Al Jazeera, *Cameroon holds first regional election amid opposition boycott*, 06/12/2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/12/6/cameroon-holds-first-regional-election-amid-opposition-boycott> [consulté le 27/10/2021]
- Al Jazeera, *Rebel attacks kill 15 soldiers, civilians in western Cameroon*, 20/09/2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/9/20/rebel-attacks-kill-15-soldiers-in-troubled-cameroon> [consulté le 27/10/2021]
- Al Jazeera, *Violence in Cameroon's Anglophone crisis takes high civilian toll*, 01/04/2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/4/1/violence-in-cameroon-anglophone-crisis-takes-high-civilian-toll> [consulté le 27/10/2021]
- Amnesty International (AI), *Cameroon 2020*, 06/04/2021, <https://www.amnesty.org/fr/location/africa/west-and-central-africa/cameroon/report-cameroon/> [consulté le 27/10/2021]
- Amnesty International (AI), *Cameroon. Témoignages et images satellite révèlent l'ampleur des destructions dans les régions anglophones*, 28/07/2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2021/07/cameroon-satellite-images-reveal-devastation-in-anglophone-regions/> [consulté le 27/10/2021]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827/> [consulté le 20/05/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Guide for Media Users*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2820/> [consulté le 20/05/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/3705/> [consulté le 21/05/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/10/2021, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 18/10/2021]
- BBC, *Cameroon's President Paul Biya wins seventh term*, 22/10/2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-45940414> [consulté le 27/10/2021]
- BBC, *Crise Anglophone : comment les groupes armés étrangers changent la donne au Cameroun?*, 23/09/2021, <https://www.bbc.com/afrique/region-58672333> [consulté le 27/10/2021]
- BBC, *Why separatists in Cameroon and Nigeria have united*, 21/10/2021, <https://www.bbc.com/news/world-africa-58726231> [consulté le 27/10/2021]
- Bellingcat, *How Schoolchildren Became Pawns in Cameroon's Anglophone Crisis*, 16/07/2021, <https://www.bellingcat.com/news/africa/2021/07/16/how-schoolchildren-became-pawns-in-camerouns-anglophone-crisis/> [consulté le 27/10/2021]
- Cameroon Civil Aviation Authority, *Bulletin statistique de la CCAA édition 2019 – tendances 2020*, s.d., <https://www.ccaa.aero/index.php/fr/espace-informations-actualite-des-aeroports> [consulté le 17/11/2021]
- Cameroon Info, *Cameroon: Four state forces, three Amba 'Generals' die in "Operation Clean Kumbo"*, 17/06/2021, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroon-four-state-forces-three-amba-generals-die-in-operation-clean-kumbo-402165.html> [consulté le 27/10/2021]
- Cameroon Info, *Cameroon - Crise anglophone: Deux gendarmes tués dans une attaque des séparatistes à Babadjou (Ouest)*, 14/07/2021, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-crise-anglophone-deux-gendarmes-tues-dans-une-attaque-des-separatistes-a-babadjou-ouest-402894.html> [consulté le 27/10/2021]
- Cameroon Info, *Cameroon - Crise anglophone: L'armée neutralise 05 dangereux séparatistes au Nord-Ouest*, 19/08/2021, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-crise-anglophone-larmee-neutralise-05-dangereux-separatistes-au-nord-ouest-403875.html> [consulté le 27/10/2021]
- Cameroon Info, *Cameroon - Crise anglophone: Le Congrès américain adopte une résolution qui appelle à un dialogue inclusif et critique l'action de la France*, 02/01/2021, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-crise-anglophone-le-congres-americain-adopte-une-resolution-qui-appelle-a-un-dialogue-392070.html> [consulté le 27/10/2021]

Cameroon Info, *Cameroon - Crise anglophone: Quatre chefs traditionnels exécutés dans la région du Sud-Ouest par des présumés séparatistes*, 15/02/2021, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroon-crise-anglophone-quatre-chefs-traditionnels-executes-dans-la-region-du-sud-ouest-par-des-395040.html> [consulté le 27/10/2021]

Cameroon Magazine, *ALERTE : une bombe explose à Douala ce jeudi voici les détails*, 19/11/2020, <https://www.cameroonmagazine.com/societe/alerte-une-bombe-explose-a-douala-ce-jeudi-voici-les-details/> [consulté le 27/10/2021]

Cameroon Tribune, *Transport aérien au Cameroun : le trafic en baisse*, 22/06/2021, <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/40698/fr.html/transport-aerien-au-cameroun-le-traffic-en-baisse> [consulté le 17/11/2021]

Cameroun 24, *Crise anglophone. Opération de rafle d'envergure à Bonabéri Douala*, 21/11/2020, <https://www.cameroun24.net/actualite-cameroun-Operation-de-rafle-d-envergure-a-Bonaberi-Douala-1-1-56042.html> [consulté le 27/10/2021]

Cameroun Actuel, *Douala : plus de 50 personnes arrêtées lors de rafles contre un possible attentat séparatiste*, 21/10/2021, <https://camerounactuel.com/douala-plus-de-50-personnes-arretees-lors-des-rafles-contre-un-possible-attentat-separatiste/> [consulté le 17/11/2021]

CamerounWeb, *Cameroon: 15 déplacés anglophones déferés au parquet à Douala*, 14/01/2021, <https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Cameroun-15-d-plac-s-anglophones-d-f-r-s-au-parquet-Douala-567080> [consulté le 27/10/2021]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, *Aggravation de la crise alimentaire sur le continent africain*, 01/03/2021, <https://africacenter.org/fr/spotlight/aggravation-de-la-crise-alimentaire-sur-le-continent-africain/> [consulté le 27/10/2021]

Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), *CHRDA calls on the State and Non-State Actors involved in the ongoing armed conflict in the North West and South West Regions of Cameroon to allow the peaceful resumption of schools for the 2021/2022 Academic Year*, 04/09/2021, <https://www.chrda.org/chrda-calls-on-the-state-and-non-state-actors-involved-in-the-ongoing-armed-conflict-in-the-north-west-and-south-west-regions-of-cameroon-to-allow-the-peaceful-resumption-of-schools-for-the-2021-2022/> [consulté le 27/10/2021]

Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), *CHRDA condemn the call for violence against the Mbororos by Chris Anu*, 03/08/2021, <https://www.chrda.org/chrda-condemn-the-call-for-violence-against-the-mbororos-by-chris-anu/> [consulté le 27/10/2021]

Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), *Human Rights Situation Report of the North West and South West Regions of Cameroon between October 2020 and February 2021*, 03/2021, <https://www.chrda.org/wp-content/uploads/2021/03/UPDATED-CHRDA-HUMAN-RIGHTS-REPORT-BETWEEN-OCTOBER-2020-AND-FEBRUARY-2021.pdf> [consulté le 27/10/2021]

Comité international de la Croix-Rouge (CICR), *Cameroon : Un collaborateur du CICR tué*, 24/08/2021, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-un-collaborateur-du-cicr-tu> [consulté le 27/10/2021]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA / CGRS) - Cedoca, *Nota. ACLED: méthodologie*, 21/05/2019, https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf [consulté le 21/05/2019]

Danish Refugee Council (DRC), *DRC's Focus Group Discussion Report: Northwest Cameroon, November 2020*, 11/2020, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/drc_nw_focus_group_discussions_nov20.pdf [consulté le 27/10/2021]

Danish Refugee Council (DRC), *Focus Group Discussion report: Child Protection Needs in South-West Cameroon*, 12/2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/drc_cm_child_protection_report_sw_2020.pdf [consulté le 27/10/2021]

Deutsche Welle (DW), *Crise anglophone : ne pas se taire pour l'avenir des enfants*, 12/02/2021, <https://www.dw.com/fr/crise-anglophone-ne-pas-se-taire-pour-lavenir-des-enfants/a-56548350> [consulté le 27/10/2021]

Deutsche Welle (DW), *From peaceful protests to war: The evolution of Cameroon's Anglophone conflict*, 01/10/2021, <https://www.dw.com/en/cameroon-anglophone-conflict-five-years-on/a-59363797> [consulté le 27/10/2021]

European Asylum Support Office (EASO), *COI Query. Cameroon. Latest developments on security situation in Anglophone region between 1 January 2020 and 31 May 2021*, 14/06/2021, https://www.ecoi.net/en/file/local/2054178/2021_06_+EASO_COI_Query11_CAMEROON_Security_Anglophone.pdf [consulté le 27/10/2021]

European Commission, *European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations. Cameroon*, 01/07/2021, https://ec.europa.eu/echo/where/africa/cameroon_en [consulté le 27/10/2021]

Foreign Policy, *Cameroon's Separatist Movement Is Going International*, 13/05/2019, <https://foreignpolicy.com/2019/05/13/cameroons-separatist-movement-is-going-international-ambazonia-military-forces-amf-anglophone-crisis/> [consulté le 27/10/2021]

Foreign Policy, *Separatist Movements in Nigeria and Cameroon Are Joining Forces*, 20/05/2021, <https://foreignpolicy.com/2021/05/20/separatists-nigeria-cameroon-biafra-ipob-ambazonia-anglophone-joining-forces/> [consulté le 27/10/2021]

France 24, *Cameroon anglophone : aux origines de la crise*, 04/10/2017, <https://www.france24.com/fr/20170518-cameroon-region-anglophone-paul-biya-manifestations-origine-crise> [consulté le 27/10/2021]

France Info, *Comment écoles et enfants sont devenus des cibles directes dans la crise au Cameroun anglophone*, 05/11/2020, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/cameroon/comment-ecoles-et-enfants-sont-devenus-des-cibles-directes-dans-la-crise-au-cameroon-anglophone_4169585.html [consulté le 27/10/2021]

Garda, *Cameroon: Lockdown reportedly in place in Northwest and Southwest regions as of Sept. 18.*, 18/09/2021, <https://www.garda.com/fr/crisis24/alertes-de-securite/525896/cameroon-lockdown-reportedly-in-place-in-northwest-and-southwest-regions-as-of-sept-18> [consulté le 27/10/2021]

Global Center for the Responsibility to Protect (GlobalR2P), *Cameroon*, 31/05/2021, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/> [consulté le 27/10/2021]

Global Centre for the Responsibility to Protect (GlobalR2P), *Cameroon. Populations at risk*, 15/07/2020, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/> [consulté le 27/10/2021]

Global Shelter Cluster, *North West South West*, 06/2021, <https://www.sheltercluster.org/hub/north-west-south-west> [consulté le 27/10/2021]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Berghezan G.), *Armes artisanales au Cameroun : urgence d'une législation cohérente pour encadrer des pratiques traditionnelles*, 04/04/2016, <https://grip.org/armes-artisanales-au-cameroon-urgence-dune-legislation-coherente-pour-encadrer-des-pratiques-traditionnelles/> [consulté le 27/10/2021]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroon : Des civils tués dans les régions anglophones*, 27/07/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/07/27/cameroon-des-civils-tues-dans-les-regions-anglophones> [consulté le 27/10/2021]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroon : Neuf civils tués dans une attaque perpétrée par l'armée*, 04/02/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/02/04/cameroon-neuf-civils-tues-dans-une-attaque-perpetree-par-larmee> [consulté le 27/10/2021]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroon : Nouveaux abus par des membres des deux camps*, 02/08/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/08/02/cameroon-nouveaux-abus-par-des-membres-des-deux-camps> [consulté le 27/10/2021]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroon: Simulacre de procès dans l'affaire du massacre de l'école de Kumba*, 22/10/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/10/22/cameroon-simulacre-de-proces-dans-laffaire-du-massacre-de-lecole-de-kumba> [consulté le 27/10/2021]

Human Rights Watch (HRW), *Les séparatistes armés multiplient les abus dans les régions anglophones du Cameroun*, 12/03/2021, <https://www.hrw.org/fr/news/2021/03/12/les-separatistes-armes-multiplient-les-abus-dans-les-regions-anglophones-du> [consulté le 27/10/2021]

- Human Rights Watch (HRW), *Rapport mondial 2019 : Cameroun*, 24/01/2019, <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/cameroon> [consulté le 27/10/2021]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Massacre d'écoliers par des hommes armés*, 02/11/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/11/02/cameroun-massacre-decoliers-par-des-hommes-armes-0> [consulté le 27/10/2021]
- Institut français des relations internationales (IFRI) (Petrigh C.), *Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires*, 10/2019, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/petrigh_conflit_anglophone_cameroun_2019.pdf [consulté le 27/10/2021]
- Institut français des relations internationales (IFRI) (Petrigh C.), *Education et pouvoir dans le conflit anglophone au Cameroun. Notes de l'Ifri*, 06/2020, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/petrigh_education_conflit_cameroun_2020.pdf [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroon*, s.d., <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroon's Anglophone Crisis : How to Get to Talks?*, 02/05/2019, https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/272-cameroon-anglophone-crisis_0.pdf [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroun : Etat fragile ?*, 25/05/2010, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-fragile-state> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes*, 19/10/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/130-cameroon-worsening-anglophone-crisis-calls-strong-measures> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins*, 02/08/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : April 2021*, 01/05/2021, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/may-alerts-and-april-trends-2021> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : August 2019*, 09/2019, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/sept-august-2019> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : August 2021*, 09/2021, https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location%5B%5D=4&date_range=last_12_months&from_month=01&from_year=2020&to_month=01&to_year=2020 [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : December 2020*, 01/2021, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/january-2021-alerts-and-december-trends-2020> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : February 2019*, 03/2019, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/february-2019> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : February 2021*, 14/03/2021, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/march-alerts-and-february-trends> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : January 2021*, 02/2021, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/february-alerts-and-january-trends-2021> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : July 2021*, 04/08/2021, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/august-alerts-and-july-trends-2021> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : June 2021*, 01/07/2021, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/july-alerts-and-june-trends-2021> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : March 2021*, 02/04/2021, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/april-alerts-and-march-trends-2021> [consulté le 27/10/2021]

- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : May 2021*, 06/2021, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/june-alerts-and-may-trends-2021> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : November 2020*, 12/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/crisiswatch-december-alerts-and-november-trends-2020> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : October 2020*, 11/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/november-alerts-and-october-trends-2020> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : September 2018*, 10/2018, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/september-2018> [consulté le 27/10/2021]
- International Crisis Group (ICG), *Crisis Watch : September 2021*, 01/10/2021, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/october-alerts-and-september-trends-2021> [consulté le 27/10/2021]
- Jeune Afrique (Foute F.), *Cameroun : qui arme les combattants ambazoniens ?*, 01/10/2021, <https://www.jeuneafrique.com/1242715/politique/cameroun-qui-arme-les-combattants-ambazoniens/> [consulté le 27/10/2021]
- Jeune Afrique (Toulemonde M.), *Cameroun anglophone : les conséquences de quatre ans de conflit*, 01/02/2021, https://www.jeuneafrique.com/1112719/politique/infographie-cameroun-anglophone-les-consequences-de-quatre-ans-de-conflit/?utm_source=jeuneafrique&utm_medium=flux-rss&utm_campaign=flux-rss-jeune-afrique-15-05-2018 [consulté le 27/10/2021]
- Journal du Cameroun, *Cameroon/Bamenda: Making good use of 'Ghost Towns'*, 03/03/2021, <https://www.journalducameroun.com/en/cameroon-bamenda-making-good-use-of-ghost-towns/> [consulté le 27/10/2021]
- Koaci, *Cameroun : 4 otages libérés et 4 séparatistes tués en zone anglophone*, 11/05/2021, https://www.koaci.com/article/2021/05/11/cameroun/politique/cameroun-4-otages-liberes-et-4-separatistes-tues-en-zone-anglophone_150914.html [consulté le 27/10/2021]
- Koaci, *Cameroun : Une journaliste de la télévision publique enlevée par les séparatistes, Hrw dénonce les exactions des sécessionnistes*, 15/03/2021, https://www.koaci.com/article/2021/03/15/cameroun/politique/cameroun-une-journaliste-de-la-television-publique-enlevee-par-les-separatistes-hrw-denonce-les-exactions-des-secessionnistes_149572.html [consulté le 27/10/2021]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun anglophone, la guerre civile prend les humanitaires en étau*, 01/09/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/09/01/au-cameroun-anglophone-la-guerre-civile-prend-les-humanitaires-en-etau_6093041_3212.html [consulté le 27/10/2021]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, dans les régions anglophones, la crise se durcit*, 18/01/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/18/au-cameroun-dans-les-regions-anglophones-la-crise-se-durcit_5064740_3212.html [consulté le 27/10/2021]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, les négociations avec la partie anglophone dans l'impasse*, 03/01/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/03/au-cameroun-les-negociations-avec-la-partie-anglophone-dans-l-impasse_5057153_3212.html#7PcleHSQSiVbbzjB.99 [consulté le 27/10/2021]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, les régions anglophones « restent enfermées dans un cycle de violence meurtrière »*, 01/04/2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/04/01/au-cameroun-les-regions-anglophones-restent-enfermees-dans-un-cycle-de-violence-meurtriere_6075274_3212.html [consulté le 27/10/2021]
- Le Monde, *Au Cameroun, des élections régionales « historiques » boycottées par l'opposition*, 07/12/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/12/07/au-cameroun-des-elections-regionales-historiques-boycotees-par-l-opposition_6062466_3212.html [consulté le 27/10/2021]
- Le Vif, *Cinq choses à savoir sur la crise anglophone au Cameroun*, 19/02/2018, <https://www.levif.be/actualite/international/cinq-choses-a-savoir-sur-la-crise-anglophone-au-cameroun/article-normal-801973.html> [consulté le 27/10/2021]

- Luengo-Cabrera J., *Cameroon: armed violence, internal displacement & food insecurity* [Twitter post], 25/03/2021, https://twitter.com/j_luengocabrera/status/1375145887085760517 [consulté le 27/10/2021]
- Médecins sans frontières (MSF), *People in northwest seek healthcare as MSF denied providing medical services*, 22/06/2021, <https://www.msf.org/msf-denied-providing-badly-needed-healthcare-northwest-cameroon> [consulté le 27/10/2021]
- Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *UN Human Rights Chief deeply alarmed by reports of serious rights breaches in Cameroon*, 25/07/2018, <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23404&LangID=E> [consulté le 27/10/2021]
- ONU Info, *Cameroon : l'ONU condamne les attaques contre des écoles en zone anglophone*, 05/11/2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/11/1081522> [consulté le 27/10/2021]
- Organisation mondiale contre la torture (OMCT), *Cameroon: Death sentence marks a new turn in the Anglophone Crisis*, 07/10/2021, <https://www.omct.org/en/resources/statements/cameroon-death-sentence-marks-a-new-turn-in-the-anglophone-crisis> [consulté le 27/10/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroon anglophone: au moins six enseignants enlevés à Kumbo*, 03/11/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201103-cameroon-anglophone-moins-six-enseignants-enlev%C3%A9s-kumbo> [consulté le 27/10/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroon anglophone: les 11 enseignants libérés, dernier hommage aux écoliers tués*, 05/11/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201105-cameroon-anglophone-11-enseignants-lib%C3%A9r%C3%A9s-dernier-hommage-%C3%A9coliers-tu%C3%A9s> [consulté le 27/10/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroon: HRW dénonce les exactions des séparatistes en zone anglophone*, 14/03/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210314-cameroon-hrw-d%C3%A9nonce-les-exactions-des-s%C3%A9paratistes-en-zone-anglophone> [consulté le 27/10/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroon: la nouvelle stratégie des séparatistes*, 23/09/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210923-cameroon-la-nouvelle-strat%C3%A9gie-des-s%C3%A9paratistes> [consulté le 27/10/2021]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroon: une dizaine de soldats tués dans le Nord-Ouest*, 18/09/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210917-cameroon-une-dizaine-de-soldats-tu%C3%A9s-dans-le-nord-ouest> [consulté le 27/10/2021]
- Reporters sans frontières (RSF), *Le journalisme est désormais un métier dangereux*, s.d., <https://rsf.org/fr/cameroon> [consulté le 27/10/2021]
- Solidarity and Development Initiative (SODEI), *Timeline of School Related Events, respective to the ongoing Anglophone Crisis in Cameroon*, 03/2021, https://www.sodei.org/wp-content/uploads/2021/03/Timeline_School.pdf [consulté le 27/10/2021]
- The Guardian, *Violence in Cameroon's anglophone regions 'spiralling out of control'*, 18/09/2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/sep/18/cameroon-amnesty-election-violence-anglophone-regions> [consulté le 27/10/2021]
- The New Humanitarian (TNH), *Ahead of peace talks, a who's who of Cameroon's separatist movements*, 08/07/2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/07/08/Cameroon-Ambazonia-conflict-peace-whos-who> [consulté le 27/10/2021]
- The New Humanitarian (TNH), *Cameroon's elusive peace: Rivals, rifts, and secret talks*, 29/03/2021, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2021/3/29/cameroons-elusive-peace-rivals-rifts-and-secret-talks> [consulté le 27/10/2021]
- The New Humanitarian (TNH), *Caught in the middle: Peace activists in Cameroon try to end a brutal war*, 01/06/2021, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2021/6/1/peace-activists-in-cameroon-try-to-end-a-brutal-war> [consulté le 27/10/2021]
- TV5 Monde, *Cameroon: HRW dénonce un "simulacre de procès" après le meurtre de 7 écoliers*, 22/10/2020, <https://information.tv5monde.com/afrique/cameroon-hrw-denonce-un-simulacre-de-proces-apres-le-meurtre-de-7-ecoliers-429544> [consulté le 27/10/2021]

Union internationale de la Presse francophone (UPF), *Cameroun : Des armes à feu contre des journalistes*, 05/2021, <https://www.presse-francophone.org/fr/node/51772> [consulté le 27/10/2021]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Cameroon - UNHCR data portal*, 09/2021, <https://data2.unhcr.org/en/country/cmr> [consulté le 27/10/2021]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon : Situation Report*, 05/08/2021, <https://reports.unocha.org/en/country/cameroon/> [consulté le 27/10/2021]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon Flash Update: Ban on movements and activities in the North-West and South-West (As of 28 September 2021)*, 28/09/2021, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-flash-update-ban-movements-and-activities-north-west-and-south-west-28> [consulté le 27/10/2021]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Humanitarian Needs Overview. Cameroon*, 07/04/2021, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/cmr_hrp_2021_current-print.pdf [consulté le 27/10/2021]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *North-West Humanitarian access snapshot*, 01/09/2021, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20210901_nw_access_snapshot.pdf [consulté le 27/10/2021]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon. Humanitarian Response: Education*, 05/08/2021, <https://reports.unocha.org/en/country/cameroon/card/585ZaTFxTu/> [consulté le 27/10/2021]

Voice of America (VOA), *Difficile intégration pour les Camerounais déplacés internes*, 04/11/2020, <https://www.voafrique.com/a/difficile-int%C3%A9gration-pour-les-camerounais-d%C3%A9plac%C3%A9s-internes-/5646523.html> [consulté le 27/10/2021]

Voice of America (VOA), *L'accès aux soins "particulièrement difficile" dans les régions anglophones (MSF)*, 29/07/2021, [https://www.voafrique.com/a/cameroun-l-acc%C3%A8s-aux-soins-particul%C3%A8rement-difficile-dans-les-r%C3%A9gions-anglophones-\(msf\)/5983593.html](https://www.voafrique.com/a/cameroun-l-acc%C3%A8s-aux-soins-particul%C3%A8rement-difficile-dans-les-r%C3%A9gions-anglophones-(msf)/5983593.html) [consulté le 27/10/2021]

Voice of America (VOA), *1 Killed, Others Wounded as Cameroon Holds First Regional Elections*, 06/12/2020, https://www.voanews.com/a/africa_1-killed-others-wounded-cameroon-holds-first-regional-elections/6199252.html [consulté le 27/10/2021]

Voice of America (VOA), *Cameroon Anglophone Separatists Stage Attack, Release Disturbing Video*, 01/05/2021, https://www.voanews.com/a/africa_cameroon-anglophone-separatists-stage-attack-release-disturbing-video/6205305.html [consulté le 17/11/2021]

Voice of America (VOA), *Cameroon Says Separatists Disguised as Military Kill, Loot*, 15/07/2021, https://www.voanews.com/a/africa_cameroon-says-separatists-disguised-military-kill-loot/6208288.html [consulté le 27/10/2021]

Voice of America (VOA), *Cameroon Separatists Allow Schools to Reopen After 3 to 5 Years*, 06/09/2021, <https://www.voanews.com/africa/cameroon-separatists-allow-schools-reopen-after-3-5-years> [consulté le 27/10/2021]

Voice of America (VOA), *Cameroon: Rebels Use Smuggled Anti-Tank Rockets to Kill 28 People*, 23/09/2021, <https://www.voanews.com/a/cameroon-rebels-use-smuggled-anti-tank-rockets-to-kill-28-people-/6242727.html> [consulté le 27/10/2021]

Voice of America (VOA), *Freed Cameroon Captives Says Separatists Chopped Off Their Ears and Fingers*, 19/04/2021, https://www.voanews.com/a/africa_freed-cameroon-captives-says-separatists-chopped-their-ears-and-fingers/6204773.html [consulté le 27/10/2021]

Voice of America (VOA), *Un passé colonial tumultueux à l'origine de la crise anglophone au Cameroun*, 02/10/2018, <https://www.voafrique.com/a/cameroun-un-pass%C3%A9-colonial-tumultueux-%C3%A0-l-origine-de-la-crise-anglophone/4595827.html> [consulté le 27/10/2021]

WATHI, *Cameroun: désamorcer la crise anglophone*, 06/11/2020, <https://www.wathi.org/cameroun-desamorcer-la-crise-anglophone/> [consulté le 27/10/2021]

World Bank, *The Socio-Political Crisis in the Northwest and Southwest Regions of Cameroon : Assessing the Economic and Social Impacts*, 21/06/2021, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/35933/The-Socio-Political-Crisis-in-the-Northwest-and-Southwest-Regions-of-Cameroon-Assessing-the-Economic-and-Social-Impacts.pdf?sequence=1&isAllowed=y> [consulté le 27/10/2021]

Xinhua, *Separatists impose lockdown to disrupt CHAN in Cameroon's restive Anglophone regions*, 18/01/2021, http://www.xinhuanet.com/english/2021-01/18/c_139678118.htm [consulté le 27/10/2021]